



L'ÉQUILIBRE BUDGÉTAIRE EN CINQ PERSPECTIVES

QU'EN PENSE LA POPULATION QUÉBÉCOISE?

Regard CFFP 2026/18

LUC GODBOUT
FRÉDÉRIC HALLÉ-ROCHON
JEAN-HERMAN GUAY

Août 2026

REMERCIEMENTS

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques de l'Université de Sherbrooke tient à remercier de son appui renouvelé le ministère des Finances du Québec et désire lui exprimer sa reconnaissance pour le financement dont elle bénéficie afin de poursuivre ses activités de recherche.

MISSION DE LA CHAIRE DE RECHERCHE EN FISCALITÉ ET EN FINANCES PUBLIQUES

La Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques (CFFP) a été mise sur pied le 15 avril 2003. Sa mission est à la fois de développer la recherche multidisciplinaire et de diffuser des connaissances sur les enjeux socio-économiques relatifs à la politique fiscale et aux finances publiques. Pour plus de détails sur la CFFP, visitez son site Internet à l'adresse : <http://cftp.recherche.usherbrooke.ca>.

Luc Godbout est professeur titulaire à l'Université de Sherbrooke et chercheur principal en finances publiques à la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques.

Frédéric Hallé-Rochon est chercheur à la Chaire de recherche en fiscalité et finances publiques de l'Université de Sherbrooke.

Jean-Herman Guay est professeur émérite en lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke.

Les auteurs collaborent aux travaux de la Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, qu'ils remercient pour l'appui financier qui a rendu possible la réalisation de cette étude. Les auteurs remercient également Antoine Genest-Grégoire, professeur-chercheur à la Chaire en fiscalité et en finances publiques.

Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques

École de gestion, Université de Sherbrooke

2500, boul. de l'Université

Sherbrooke (Québec) J1K 2R1

819 821-8000, poste 63220

cftp.eg@USherbrooke.ca

Merci de citer comme suit :

Luc GODBOUT, Frédéric HALLÉ-ROCHON, Jean-Herman GUAY (2026), *L'équilibre budgétaire en cinq perspectives : Qu'en pense la population québécoise?*, Regard CFFP 2026-18, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, Université de Sherbrooke, 44 p.

TABLE DES MATIERES

Mise en contexte	4
1. Aspects méthodologiques	6
2. Analyse de la notion d'équilibre budgétaire sous cinq perspectives.....	9
2.1. Évaluation : Les Québécois perçoivent plutôt négativement la situation budgétaire du Québec	10
2.2. Adhésion : Les Québécois adhèrent au principe général d'équilibrer le budget du Québec.....	14
2.3. Limitation : Les Québécois voudraient limiter le recours aux déficits budgétaires aux périodes de récession	17
2.4. Priorisation : Les Québécois souhaitent que les partis politiques priorisent l'équilibre budgétaire lors des prochaines élections générales.....	20
2.5. Solution : S'ils devaient choisir la manière de retrouver l'équilibre budgétaire, les Québécois sont deux fois plus favorables à une réduction de services publics qu'à une hausse des impôts	23
3. Analyse de cohérence	26
4. Analyse de la contextualisation	28
5. Analyse électorale.....	32
5.1 Perspectives budgétaires et intentions de vote.....	32
5.2 Analyse en correspondances multiples des perspectives budgétaires	37
6. Constats et remarques finales.....	41
Annexes	43

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Présentation de l'échantillon	7
Tableau 2.	Perceptions de la situation budgétaire du gouvernement du Québec : exemples de verbatims	10
Tableau 3.	Résultats sociodémographiques selon la situation budgétaire du gouvernement du Québec	13
Tableau 4.	Résultats sociodémographiques concernant l'importance accordée au principe d'équilibre budgétaire	15
Tableau 5.	Résultats sociodémographiques sur la limitation du recours aux déficits aux périodes de récession ..	18
Tableau 6.	Résultats sociodémographiques sur la priorisation du retour à l'équilibre budgétaire.....	21
Tableau 7.	Résultats sociodémographiques en vue de retrouver l'équilibre budgétaire, choisir entre réduire les services ou payer plus d'impôts	24
Tableau 8.	Corrélations entre les cinq dimensions.....	27
Tableau 9.	Tests appliqués à la contextualisation	28
Tableau 10.	Seuil de significativité des tests selon la contextualisation.....	29
Tableau 11.	Interactions significatives entre la contextualisation et les caractéristiques des répondants	31
Tableau 12.	Variables socio-démographiques et cinq perspectives	36

LISTE DES FIGURES

Figure 1.	Plan de retour à l'équilibre budgétaire : Solde budgétaire en milliard de dollars.....	4
Figure 2.	Solde budgétaire, en pourcentage du PIB.....	5
Figure 3.	Notion d'équilibre budgétaire sous 5 perspectives	9
Figure 4.	À votre connaissance, quelle est la situation budgétaire du gouvernement du Québec [Boîte de texte]	11
Figure 5.	Dans le contexte budgétaire actuel du gouvernement du Québec, quelle importance accordez-vous au principe d'équilibre budgétaire	14
Figure 6.	Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : « Le gouvernement du Québec devrait faire un déficit seulement dans une période de récession économique ».	17
Figure 7.	Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : « À l'aube des élections générales au Québec, les partis politiques devraient prioriser l'équilibre budgétaire même si cela implique des choix difficiles (comme hausser ses revenus ou réduire ses dépenses) »	20
Figure 8.	Si vous n'aviez pas le choix, en vue de respecter le retour à l'équilibre budgétaire, seriez-vous plus favorable à	23
Figure 9.	Distribution regroupée des cinq dimensions	26
Figure 10.	Évaluation de la situation budgétaire du Québec selon l'intention de vote	32
Figure 11.	Adhésion, limitation et priorisation selon l'intention de vote	34
Figure 12.	Solution selon l'intention de vote	35
Figure 13.	Cartographie des perspectives budgétaires et des intentions de vote	39
Figure 14.	Cartographie des perspectives budgétaires, des intentions de vote et des variables sociodémographiques	40

Mise en contexte

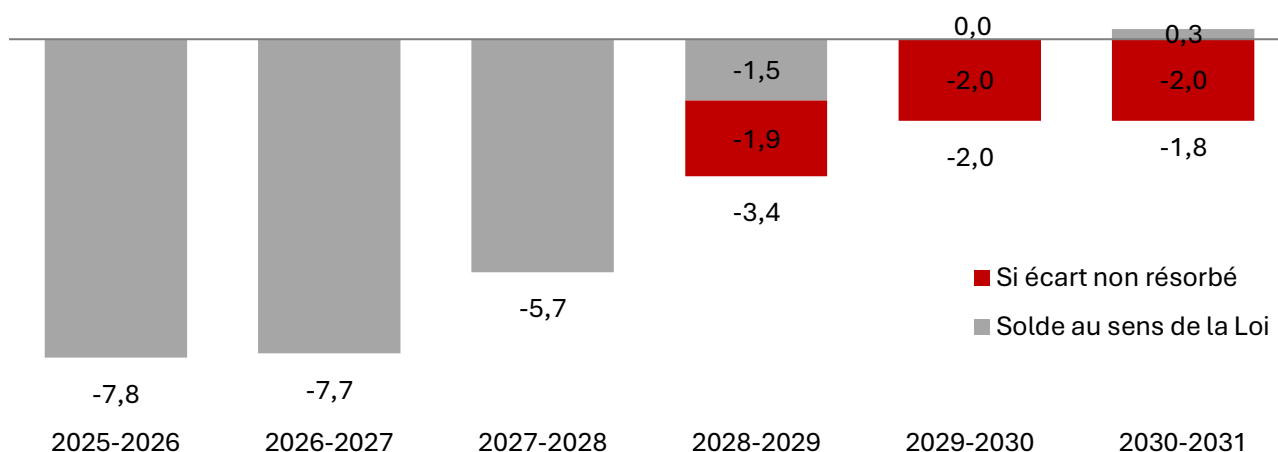
Depuis la pandémie, le budget du Québec est déficitaire.

Or, au Québec, une loi existe pour limiter le recours aux déficits. En effet, la Loi sur l'équilibre budgétaire (LÉB) a été adoptée à l'unanimité en 1996 dans le contexte d'assainissement des finances publiques. Elle visait à éliminer les déficits récurrents et oblige le gouvernement du Québec à ne pas faire de déficit, sauf en cas de circonstances particulières. Lorsqu'un déficit est constaté, la LÉB précise que le gouvernement doit présenter un plan de retour à l'équilibre budgétaire sur 5 ans.

Si la LÉB a eu des résultats probants, elle est également apparue rigide, devant être suspendue lors de la récession découlant de la crise financière de 2008 et à nouveau dans la foulée de la pandémie de COVID-19. C'est dans ce contexte qu'elle a été revue en 2023 afin de mieux tenir compte des soubresauts économiques tout en évitant sa suspension. Depuis le budget présenté en mars 2025, un plan de retour à l'équilibre budgétaire est en cours de réalisation où les déficits s'atténuent progressivement jusqu'à un retour à l'équilibre en 2029-2030.

Les plus récentes données du *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques* montrent une amélioration du déficit pour l'exercice 2025-2026 par rapport aux prévisions passées : il est passé d'une estimation de 13,6 G\$ (mars 2025) à 9,9 G\$ (mars 2026) et s'établit finalement à 7,8 G\$ (août 2026). Il s'agit là d'une bonne nouvelle. Par contre, malgré un déficit moindre que prévu pour l'année 2025-2026, les deux dernières années du plan de retour à l'équilibre budgétaire indiquent toujours un écart à résorber, de 1,9 G\$ en 2028-2029 et de 2,0 G\$ en 2029-2030. Dit simplement, un écart à résorber correspond à un redressement budgétaire requis pour atteindre la cible du solde budgétaire indiqué au cadre financier. Il s'agit donc de mesures non encore identifiées ou non encore annoncées pour atteindre le retour à l'équilibre. En outre, si le retour à l'équilibre budgétaire prévu en 2029-2030 se concrétise, il s'agira de la plus longue période déficitaire depuis que la LÉB existe.

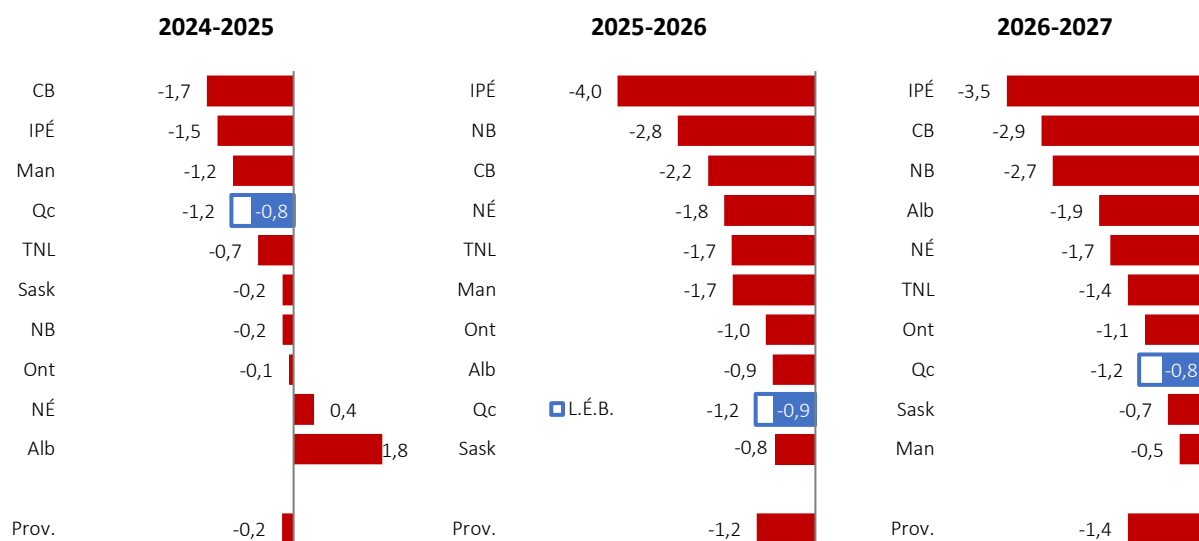
Figure 1. **Plan de retour à l'équilibre budgétaire : Solde budgétaire en milliard de dollars**



Source : Gouvernement du Québec (2026), *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec*.

Un regard comparatif indique également que si le Québec avait le 4^e déficit budgétaire le plus grand des 10 provinces canadiennes en 2024-2025, les plus récentes données pour 2025-2026 indiquent qu'il aurait maintenant l'un des plus petits déficits en proportion du PIB. Pour l'année en cours de réalisation (2026-2027), l'analyse des budgets situerait le Québec au 3^e rang pour le déficit le plus faible derrière la Saskatchewan et le Manitoba.

Figure 2. **Solde budgétaire, en pourcentage du PIB**



Sources : Gouvernement du Canada (2025), *Tableaux de référence financiers* (comptes publics), tableaux 18 à 27, Budgets 2026 des provinces; Pour le Québec : Gouvernement du Québec (2026), *Comptes publics 2025-2026 : États financiers consolidés du gouvernement du Québec*, volume 1, Gouvernement du Québec (2026), *Rapport préélectoral sur l'état des finances publiques du Québec* et pour la Saskatchewan en 2025-2026: Gouvernement de la Saskatchewan (2026), *Comptes publics 2025-2026*.

La CFFP a écrit régulièrement sur la notion d'équilibre budgétaire ou sur la Loi sur l'équilibre budgétaire, que ce soit dans le cadre des consultations du ministère des Finances sur le sujet ou encore en sollicitant l'avis d'un panel d'experts sur l'évolution des lois sur l'équilibre budgétaire et le remboursement de la dette.

À l'aube des élections québécoises 2026, alors que les partis politiques s'apprêtent à élaborer leurs promesses et la manière dont elles s'intégreront dans le cadre budgétaire, le moment apparaissait bien choisi afin de connaître l'appui des Québécois autour de cinq perspectives relatives à la notion d'équilibre budgétaire.

1. Aspects méthodologiques

L'étude s'appuie sur un sondage en ligne réalisé auprès de 1 034 adultes québécois, recrutés à partir du panel Web LEO de la firme Léger. La collecte de données s'est déroulée du 26 au 28 juin 2026. Les questions fournies par la Chaire autour de l'équilibre budgétaire se sont ajoutées aux autres questions d'un sondage LEO.

Les répondants sont répartis selon diverses caractéristiques sans pondération (échantillon réel) puis en tenant compte d'une pondération afin que l'échantillon reflète le plus fidèlement possible la population québécoise, selon le genre, l'âge, la région de résidence, la langue maternelle, le niveau de scolarité, le revenu familial, la présence ou non d'enfants dans le ménage, la situation d'emploi du répondant, le fait d'être né ou non au Canada ou encore le fait d'être propriétaire ou non. Le tableau 1 décrit les caractéristiques sociodémographiques des répondants qui forment l'échantillon de l'étude. Les réponses aux questions de la Chaire seront analysées en regard de ces variables sociodémographiques. Les intentions de vote des répondants ont aussi été demandées.

Puisque les répondants ont été recrutés à partir d'un panel web, l'échantillon est de nature non probabiliste. Il n'est donc pas approprié de calculer une marge d'erreur statistique au sens strict pour ce sondage. À titre de comparaison, un échantillon probabiliste de même taille, soit 1 034 répondants, aurait une marge d'erreur maximale d'environ $\pm 3,1$ points de pourcentage, 19 fois sur 20 (niveau de confiance de 95 %).

Tableau 1. **Présentation de l'échantillon**

	Non pondéré	Pondéré	Fréquence pondérée		Non pondéré	Pondéré	Fréquence pondérée
Homme	517	507	49	Avec enfants	243	249	24,1
Femme	517	527	51	Sans enfant	791	785	75,9
18 à 24 ans	86	95	9,2	Emploi	576	596	57,7
25 à 34 ans	169	160	15,5	Étudiant	67	71	6,9
35 à 54 ans	292	326	31,6	Sans emploi	50	65	6,2
55 à 64 ans	175	187	18,1	Retraité	341	302	29,2
65 ans et plus	312	265	25,6	Né au Canada	933	915	88,5
Secondaire ou moins	264	360	34,8	Pas né au Canada	101	119	11,5
Collégiale	307	382	36,9	Propriétaire	664	647	62,8
Universitaire	463	292	28,3	Locataire	366	382	37,2
moins de 20 000 \$	47	58	6	Parti Libéral du Québec	178	189	24,9
20 000 à 39 999 \$	121	129	13,5	Parti Québécois	227	221	29,1
40 000 à 59 999 \$	151	155	16,1	Coalition Avenir Québec	160	139	18,3
60 000 à 79 999 \$	136	145	15,1	Québec Solidaire	94	91	11,9
80 000 à 99 999 \$	129	128	13,3	Parti Conservateur	115	120	15,7
100 000 \$ et plus	379	346	36				

Enfin, dans le cadre de la présente analyse, une expérimentation a été réalisée afin de mesurer l'effet du contexte informationnel sur les réponses obtenues. Les répondants ont ainsi été séparés aléatoirement en deux groupes pondérés. Chaque groupe a reçu une introduction distincte avant de répondre aux questions portant sur l'équilibre budgétaire.

Un premier groupe a reçu le préambule court suivant: *Les prochaines questions portent sur l'équilibre budgétaire. En 1996, l'Assemblée nationale adhère au principe d'équilibre budgétaire. Depuis, une Loi sur l'équilibre budgétaire oblige le gouvernement du Québec à ne pas faire de déficit. Si, malgré tout, un déficit est constaté, la Loi précise que le gouvernement doit présenter un plan de retour à l'équilibre budgétaire sur 5 ans.*

Un second groupe a reçu un préambule plus détaillé, où il a été ajouté à la première partie du préambule, l'information additionnelle suivante : *C'est dans ce contexte que le gouvernement a présenté un plan de*

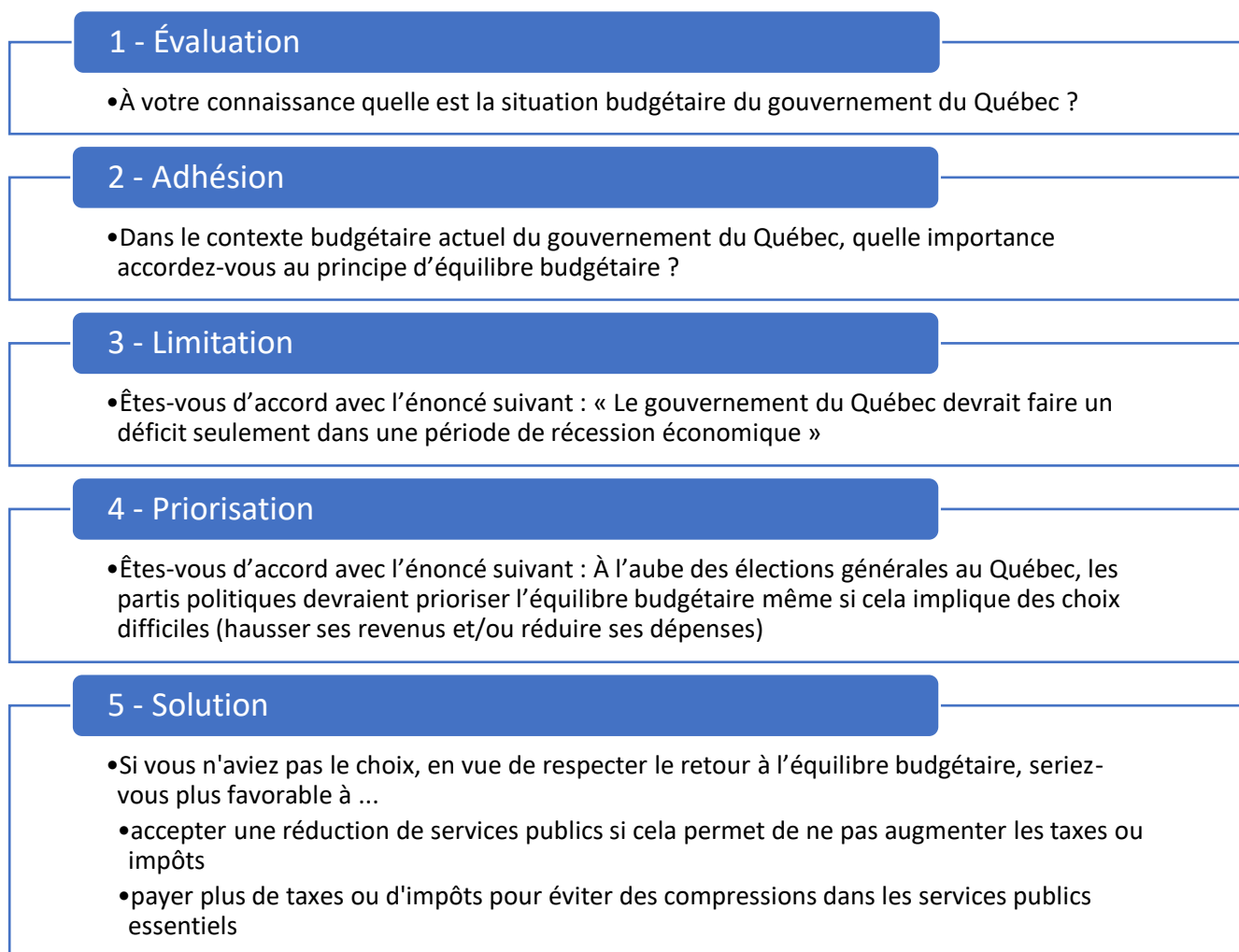
retour à l'équilibre budgétaire s'échelonnant de 2025-2026 à 2029-2030. Pour l'année 2025-2026, le déficit atteint 7,2 milliards \$, soit 4,5 % du total des revenus ou soit 1,1 % du PIB¹.

¹ Au moment de la réalisation du sondage, le déficit de 7,2 G\$ correspondait au résultat préliminaire le plus récent publié par le gouvernement du Québec. Ce résultat a par la suite été révisé à 7,8 G\$ lors de la publication des Comptes publics 2025-2026 du Québec.

2. Analyse de la notion d'équilibre budgétaire sous cinq perspectives

La présente section analyse la notion d'équilibre budgétaire sous cinq perspectives, à savoir : l'évaluation, l'adhésion, la limitation, la priorisation et la solution. Après l'analyse individuelle de cinq questions de sondage, la cohérence entre les éléments sera analysée à la section 3 et la cohérence politique de la solution à la section 5.

Figure 3. **Notion d'équilibre budgétaire sous 5 perspectives**



2.1. Évaluation : Les Québécois perçoivent plutôt négativement la situation budgétaire du Québec

La figure 4 présente la répartition des réponses à une question ouverte où les participants étaient invités à fournir, dans un champ de texte libre, leur évaluation de la situation budgétaire du gouvernement du Québec. Les réponses obtenues ont fait l'objet d'un codage thématique et ont ensuite été regroupées selon la tonalité générale des propos exprimés, en quatre catégories, soit négative, neutre (ou mitigé), positive ou « ne sait pas/autre ».

Le tableau 2 présente des exemples de verbatims recueillis auprès des répondants concernant leur perception de la situation budgétaire du gouvernement du Québec, selon les catégories. Ces extraits négatifs, neutres ou positifs illustrent la diversité des points de vue exprimés dans le cadre du sondage.

Tableau 2. **Perceptions de la situation budgétaire du gouvernement du Québec : exemples de verbatims**

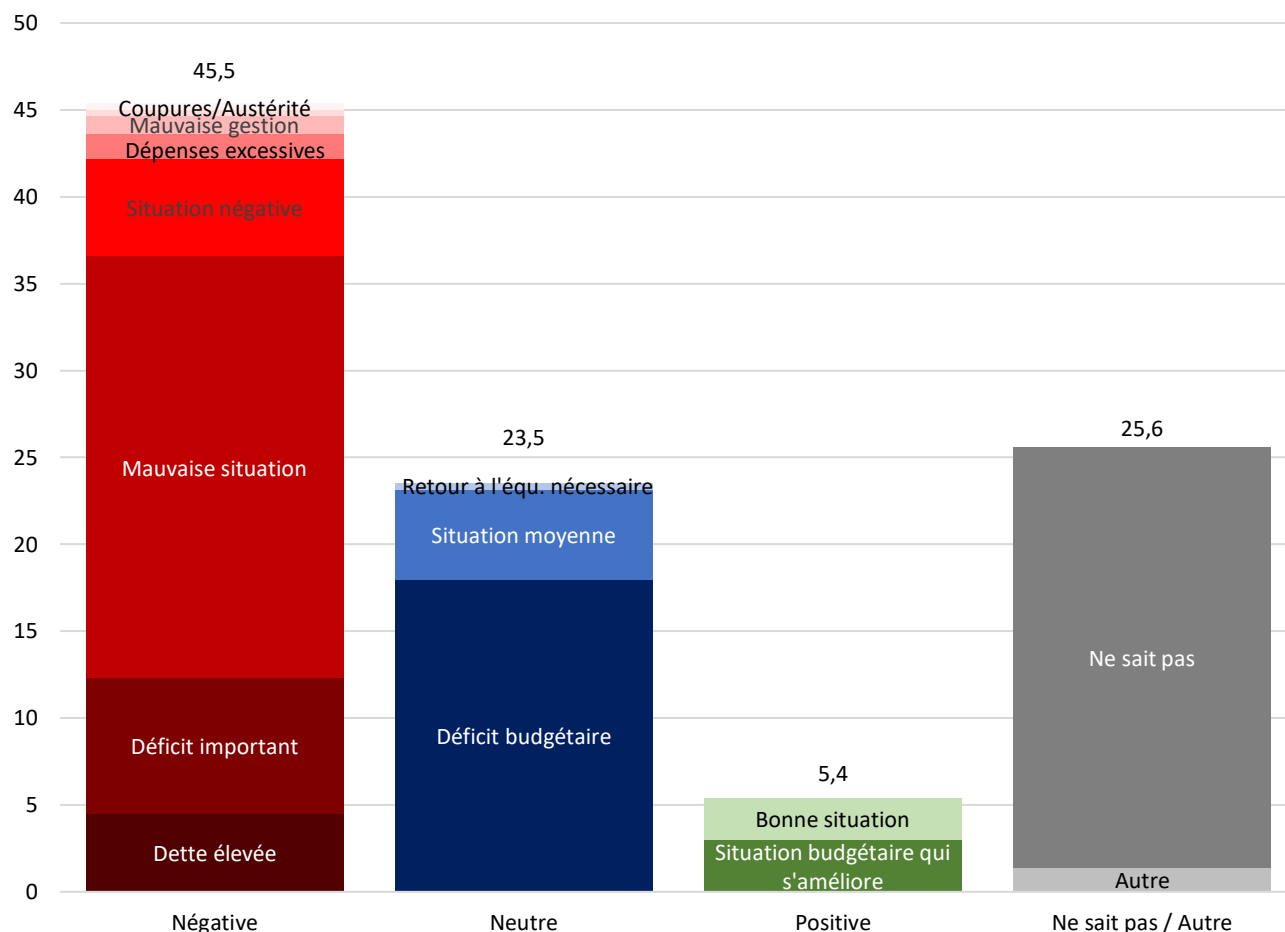
	Exemples de verbatims
Négative	« Déficitaire et très mal géré. » « Endetté et les dépenses ne sont pas en contrôle. » « Très mauvaise, aucune marge de manœuvre pour le prochain gouvernement. »
Neutre	« La situation est contrôlée, mais il y a un déficit à combler. » « Difficile mais maîtrisée. » « Préoccupante, mais gérable si on la compare avec les autres partenaires G7, G10, G20. »
Positive	« Le déficit budgétaire du Québec s'est amélioré, s'établissant à 7,2 milliards de dollars, une baisse inattendue soutenue par des revenus fiscaux solides et une bonne performance boursière. » « Plutôt bien. » « Bonne malgré tout. C'est un choix de société de payer tous ces services. »

Parmi les thèmes associés à une évaluation négative figurent notamment les références à un déficit important, à un niveau d'endettement élevé, à une mauvaise gestion des finances publiques, à des dépenses jugées excessives, à des coupes dans les services publics ou encore à un éloignement de l'équilibre budgétaire. Les réponses neutres regroupent principalement les mentions d'un déficit budgétaire sans jugement de valeur explicite, d'une situation perçue comme stable ou moyenne, ainsi que les références à la nécessité d'un retour à l'équilibre budgétaire. Les réponses positives concernent, quant à elles, les évaluations d'une bonne situation budgétaire ou d'une amélioration récente des finances publiques. Enfin, les réponses ne permettant pas de dégager une évaluation claire, de même que les mentions explicites de méconnaissance ou les refus de répondre, ont été classées dans la catégorie « ne sait pas/autre ».

Globalement, la situation budgétaire du Québec est perçue de manière plutôt négative par la population. Alors qu'un peu moins du quart des répondants (23,1 %) ont une position neutre, près d'un répondant sur

deux (45,5 %) formule une appréciation négative contre seulement 5,4 % qui expriment une opinion positive. Enfin, 26,0 % ne sont pas en mesure de se prononcer ou fournissent une réponse ne permettant pas d'évaluer clairement leur perception.

Figure 4. **À votre connaissance, quelle est la situation budgétaire du gouvernement du Québec** [Boîte de texte]



Du côté des variables sociodémographiques, aucune différence significative n'est observée selon le genre.

Concernant l'âge, les jeunes adultes se distinguent par une plus grande incertitude à l'égard de la situation budgétaire. Ainsi, 39,6 % des 18 à 24 ans et 38,8 % des 25 à 34 ans se retrouvent dans la catégorie « Ne sait pas / Autre », comparativement à seulement 17,7 % chez les personnes âgées de 65 ans et plus. Les répondants plus âgés sont également davantage enclins à formuler une appréciation négative. Cette proportion est de 40,6 % chez les 18 à 24 ans et passe à près de la moitié des répondants âgés de 55 à 64 ans (49,7 %) et de 65 ans et plus (47,9 %).

Les répondants possédant un diplôme universitaire sont les plus nombreux à adopter une position neutre, soit 31,4 % contre seulement 18,6 % chez ceux ayant un niveau de scolarité secondaire ou moins. Ces derniers sont aussi plus nombreux à ne pas exprimer d'évaluation positive de la situation budgétaire, avec

seulement 2,2 % de réponses positives, comparativement à plus de 7 % chez les répondants ayant une formation collégiale ou universitaire.

Les répondants gagnant moins de 20 000 \$ se distinguent par un niveau élevé d'incertitude, près de la moitié d'entre eux (43,9 %) étant incapables de se prononcer sur l'état des finances publiques du Québec. À l'inverse, les personnes dont le revenu se situe entre 20 000 \$ et 39 999 \$ sont les plus nombreuses à porter un jugement négatif (52,3 %), légèrement devant celles dont le revenu est de 100 000 \$ ou plus (50,3 %). Ces deux groupes comptent également parmi ceux affichant les plus faibles proportions de réponses « Je ne sais pas », respectivement 23,1 % et 22,0 %. Dans l'ensemble, les perceptions positives demeurent faibles, peu importe le niveau de revenu.

Les parents sont plus nombreux à percevoir négativement la situation budgétaire du Québec (47,5 %) que les personnes sans enfant (39 %). Ces dernières se distinguent davantage par leur niveau d'incertitude, alors que 31,7 % se retrouvent dans la catégorie « Ne sait pas / Autre », comparativement à 23,6 % chez les parents.

Les répondants retraités sont les plus susceptibles de porter un jugement négatif sur la situation budgétaire (47,2 %) et les moins nombreux à déclarer ne pas savoir (17,6 %). À l'inverse, les personnes sans emploi sont particulièrement nombreuses à ne pas se prononcer (43,8 %), ce qui témoigne d'un niveau d'incertitude plus élevé quant à l'état des finances publiques.

Les personnes nées au Canada sont plus nombreuses à juger négativement la situation budgétaire du Québec (47,3 %) que celles nées à l'extérieur du Canada (31,4 %). Ces dernières sont davantage représentées dans les catégories « Ne sait pas / Autre » (33,9 %) et neutre (28,8 %).

Enfin, les propriétaires sont plus nombreux à considérer négativement la situation budgétaire du Québec (46,1 %) que les locataires (44,6 %), mais surtout beaucoup plus susceptibles d'adopter une position neutre (26,9 % contre 18,3 %). Les locataires sont, quant à eux, plus nombreux à déclarer ne pas savoir ou à ne pas fournir d'évaluation claire de la situation (29,8 % contre 22,6 %).

Tableau 3. **Résultats sociodémographiques selon la situation budgétaire du gouvernement du Québec**

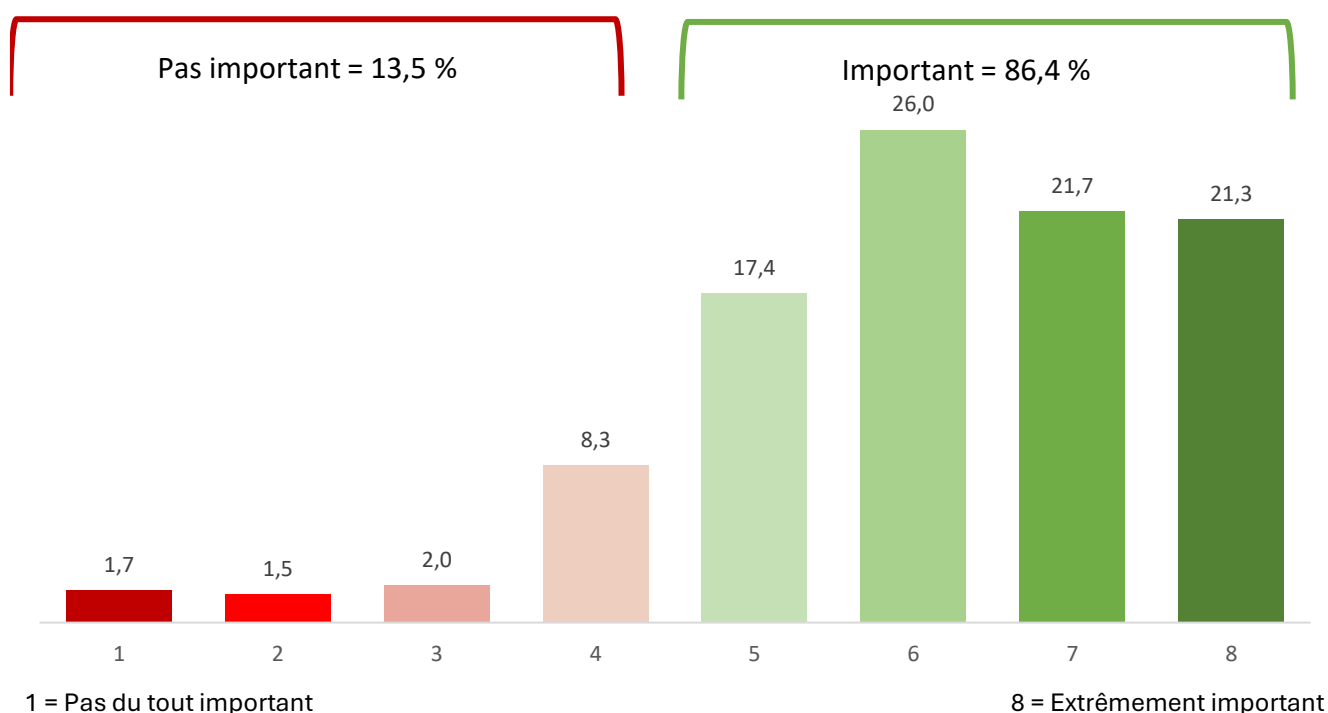
	Négatif	Neutre	Positif	Ne sait pas / Autre	Nombre	Khi carré
Ensemble	45,5	23,5	5,4	25,6	1033	
Homme	47,4	24,1	6,1	22,3	506	
Femme	43,6	23	4,7	28,7	527	
18 à 24 ans	40,6	13,5	6,2	39,6	96	***
25 à 34 ans	40,0	15,6	5,6	38,8	160	
35 à 54 ans	45,4	25,5	6,7	22,4	326	
55 à 64 ans	49,7	24,1	2,7	23,5	187	
65 ans et plus	47,9	29,1	5,3	17,7	265	
Secondaire ou moins	48,6	18,6	2,2	30,6	360	***
Collégiale	43,6	22,0	7,3	27,0	381	
Universitaire	44,0	31,4	7,2	17,4	293	
moins de 20 000 \$	33,3	22,8	0	43,9	57	***
20 000 à 39 999 \$	52,3	16,9	7,7	23,1	130	
40 000 à 59 999 \$	44,2	24	7,8	24,0	154	
60 000 à 79 999 \$	45,9	23,3	6,2	24,7	146	
80 000 à 99 999 \$	37,0	23,6	8,7	30,7	127	
100 000 \$ et plus	50,3	24,9	2,9	22,0	346	
Sans enfant	39	25,3	4,0	31,7	249	**
Avec enfants	47,5	22,9	6,0	23,6	785	
Emploi	45,7	21,8	5,9	26,6	597	***
Étudiant	43,7	18,3	4,2	33,8	71	
Sans emploi	37,5	15,6	3,1	43,8	64	
Retraité	47,2	29,9	5,3	17,6	301	
Né au Canada	47,3	22,8	5,4	24,5	915	***
Pas né au Canada	31,4	28,8	5,9	33,9	118	
Propriétaire	46,1	26,9	4,3	22,6	646	***
Locataire	44,6	18,3	7,3	29,8	383	

*** Significatif au seuil de 1 % ** Significatif au seuil de 5 % * Significatif au seuil de 10 %

2.2. Adhésion : Les Québécois adhèrent au principe général d'équilibrer le budget du Québec

La figure 5 présente l'importance accordée au principe d'équilibre budgétaire. Ainsi, parmi tous les répondants, 86,4 % trouvent importante (réponse allant de 5 à 8) la notion d'équilibre budgétaire, tandis que 13,5 % ne la trouvent pas importante (réponse allant de 1 à 4). C'est l'échelon 6 qui obtient l'appui le plus fort et la moyenne des échelons est de 6,1 sur 8.

Figure 5. **Dans le contexte budgétaire actuel du gouvernement du Québec, quelle importance accordez-vous au principe d'équilibre budgétaire**
[Pourcentage de répondant selon l'échelon sélectionné échelon. Échelle 1 à 8 où 1 est Pas du tout important et 8 Extrêmement important]



Du côté des variables sociodémographiques, le tableau 4 montre qu'en prenant l'ensemble des répondants et l'ensemble des 8 échelons, l'âge et le revenu sont les variables les plus fortement associées à l'importance accordée au principe d'équilibre budgétaire. Le genre, le niveau de scolarité et le fait d'avoir des enfants présentent également des différences statistiquement significatives, quoique moins marquées. Aucune différence significative n'a été observée dans l'adhésion au principe de l'équilibre budgétaire selon le fait d'être ou non en situation d'emploi, d'être né ou non au Canada ou d'être propriétaire ou locataire.

Tableau 4. **Résultats sociodémographiques concernant l'importance accordée au principe d'équilibre budgétaire**

	Pas du tout important	2	3	4	5	6	7	Extrêmement important	Nombre	Khi carré
Ensemble	1,7	1,5	2,0	8,3	17,4	26	21,7	21,3	1034	
Homme	2,2	1,8	2,6	7,5	14,0	24,3	23,7	23,9	506	**
Femme	1,1	1,3	1,5	8,9	20,6	27,7	19,9	18,9	528	
18 à 24 ans	1,0	0,0	6,2	10,4	16,7	25,0	26,0	14,6	96	***
25 à 34 ans	1,2	0,0	1,9	9,9	26,7	21,7	19,3	19,3	161	
35 à 54 ans	3,1	2,8	2,1	8,0	17,7	27,2	18,7	20,5	327	
55 à 64 ans	1,1	1,1	1,1	9,1	15,6	26,9	26,3	18,8	186	
65 ans et plus	1,1	1,5	1,1	6,4	12,5	27,2	22,3	27,9	265	
Secondaire ou moins	1,1	0,6	2,5	7,8	16,7	25,6	20,3	25,6	360	**
Collégiale	2,9	2,6	0,8	7,6	18,1	27,3	22,8	17,8	381	
Universitaire	0,7	1,0	3,1	9,9	17,7	24,9	22,2	20,5	293	
moins de 20 000 \$	7,1	0,0	5,4	16,1	23,2	21,4	12,5	14,3	56	***
20 000 à 39 999 \$	1,6	3,9	1,6	5,4	18,6	24,8	27,1	17,1	129	
40 000 à 59 999 \$	4,5	0,6	0,6	9,6	14,0	22,3	29,9	18,5	157	
60 000 à 79 999 \$	0,0	3,4	2,1	9,6	19,2	36,3	14,4	15,1	146	
80 000 à 99 999 \$	0,0	3,1	2,3	3,9	21,9	25,8	25,8	17,2	128	
100 000 \$ et plus	1,2	0,6	2,6	9,0	14,5	25,7	19,1	27,5	346	
Sans enfant	0,4	3,6	2,8	10,1	17,7	27,4	16,9	21,0	248	**
Avec enfants	2,0	0,9	1,8	7,8	17,3	25,6	23,3	21,4	786	
Emploi	1,5	1,2	1,7	8,6	18	25,8	22,3	21,0	596	
Étudiant	2,8	0,0	4,2	9,9	28,2	22,5	15,5	16,9	71	
Sans emploi	1,6	0,0	3,1	10,9	23,4	26,6	14,1	20,3	64	
Retraité	1,7	3,0	1,7	6,6	12,3	27,2	23,6	23,9	301	
Né au Canada	1,7	1,3	2,1	8,3	18,1	26,6	21,2	20,6	916	
Pas né au Canada	0,8	3,4	1,7	8,4	11,8	21,8	26,1	26,1	119	
Propriétaire	1,2	1,5	2,3	8,2	15,8	26,1	22,7	22,1	647	
Locataire	2,4	1,6	1,3	8,6	20,4	25,7	19,9	20,2	382	

*** Significatif au seuil de 1 % ** Significatif au seuil de 5 % * Significatif au seuil de 10 %

Analysons maintenant le tout en procédant à des regroupements.

Concernant l'âge, en comparant le cumul des résultats en deux groupes (1 à 4 – pas importante versus 5 à 8 – importante), 82,4 % des 18 à 24 ans trouvent l'équilibre budgétaire importante contre 89,9 % pour les 65 ans et plus. En ciblant vers ceux qui ont répondu extrêmement important (gradation 7 ou 8 sur 8), le résultat va de 50,2 % des répondants âgés de 65 ans et plus comparativement à seulement 38,6 % chez les 25 à 34 ans.

Du côté du revenu, en comparant le cumul des résultats en deux groupes (1 à 4 versus 5 à 8), 71,4 % des répondants gagnant 20 000 \$ ou moins par année trouvent l'équilibre budgétaire important, contre 90,7 %

pour ceux répondant gagner entre 80 000 \$ et 99 999 \$. En ciblant les répondants ayant indiqué que l'équilibre budgétaire est extrêmement important (gradation 7 ou 8 sur 8), cette proportion s'élève à 46,6 % parmi les répondants gagnant 100 000 \$ et plus, contre 26,6 % chez ceux dont le revenu est inférieur à 20 000 \$.

Pour le genre, en comparant le cumul des résultats en deux groupes (1 à 4 versus 5 à 8), 87,1 % des femmes trouvent l'équilibre budgétaire important contre 85,9 % pour les hommes. En ciblant vers ceux qui ont répondu extrêmement important (gradation 7 ou 8 sur 8), les hommes (47,6 %) sont davantage portés à considérer l'équilibre budgétaire comme extrêmement important que les femmes (38,8 %). Ces dernières sont plus nombreuses à se situer dans les catégories intermédiaires de l'échelle d'importance.

Le fait d'avoir des enfants est aussi associé aux réponses observées. Les parents, à 44,7 %, sont plus nombreux à accorder une importance extrême à l'équilibre budgétaire (gradation 7 ou 8 sur 8) que les personnes sans enfant (37,9 %).

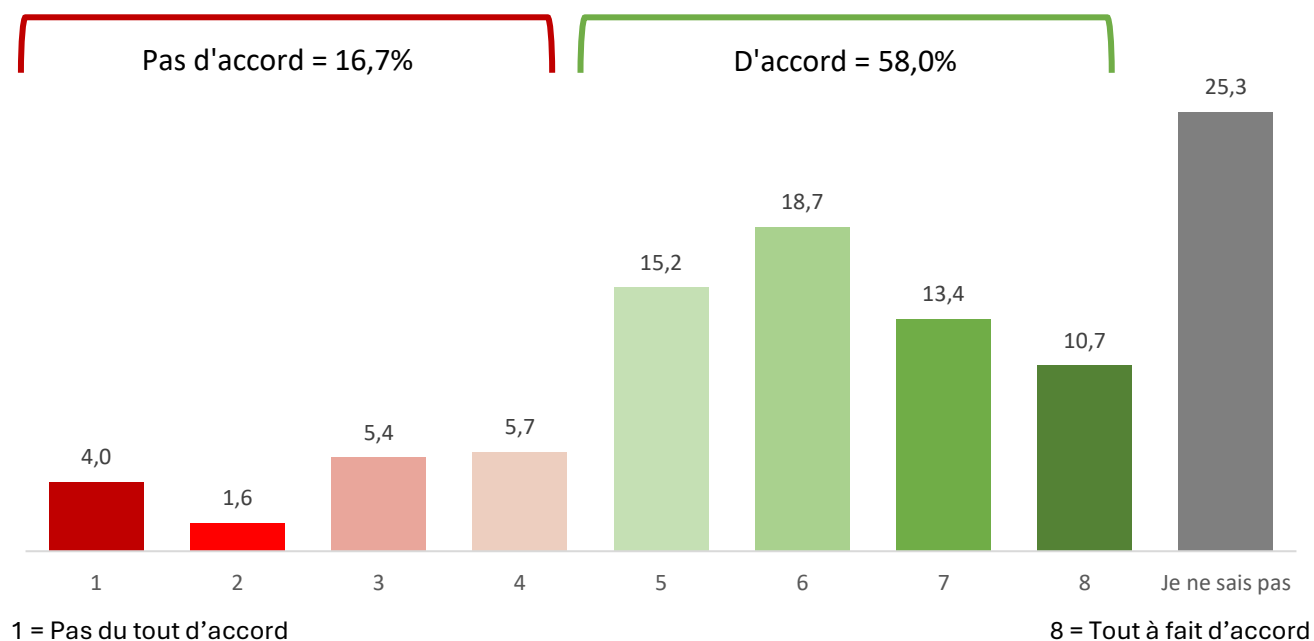
Enfin, le niveau de scolarité présente également certaines différences. Les répondants ayant un niveau de scolarité secondaire ou moins sont les plus nombreux, à 45,9 %, à considérer l'équilibre budgétaire comme extrêmement important (gradation 7 ou 8 sur 8), comparativement à 40,6 % chez les diplômés collégiaux et à 42,7 % chez les universitaires.

2.3. Limitation : Les Québécois voudraient limiter le recours aux déficits budgétaires aux périodes de récession

La figure 6 présente l'accord ou le désaccord à la notion de limiter le recours au déficit budgétaire aux périodes de récession économique. En premier lieu, à cette question, plus d'un répondant sur quatre indique ne pas le savoir (25,3 %). Pour les répondants ayant donné une appréciation de 1 à 8 où 1 signifie pas du tout d'accord et 8 signifie tout à fait d'accord, 58 % sont d'accord (gradation de 5 à 8), tandis que 16,7 % sont en désaccord (gradation de 1 à 4). C'est l'échelon 6 qui obtient l'appui le plus fort et la moyenne des échelons serait de 5,5 sur 8.

Figure 6. **Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : « Le gouvernement du Québec devrait faire un déficit seulement dans une période de récession économique ».**

[Pourcentage de répondant selon l'échelon sélectionné échelon. Échelle 1 à 8 où 1 est Pas du tout d'accord et 8 est Tout à fait d'accord]



Du côté des variables sociodémographiques, le tableau 5 montre qu'en prenant l'ensemble des répondants et l'ensemble des 9 catégories, le genre, l'âge et la situation d'emploi sont les variables les plus significativement associées au niveau d'accord avec l'idée de limiter les déficits du gouvernement du Québec aux seules périodes de récession économique. Le niveau de scolarité présente également une relation significative, mais moins marquée. Aucune différence significative n'a été observée selon le fait d'avoir ou non des enfants, d'être né ou non au Canada ou d'être propriétaire ou locataire.

Tableau 5. **Résultats sociodémographiques sur la limitation du recours aux déficits aux périodes de récession**

	Pas du tout d'accord	2	3	4	5	6	7	Tout à fait d'accord	Je ne sais pas	Nombre	Khi carré
Ensemble	4,0	1,6	5,4	5,7	15,2	18,7	13,4	10,7	25,3	1034	
Homme	5,9	1,6	5,3	5,9	16	18,6	16,4	13,2	17,0	506	***
Femme	2,1	1,7	5,5	5,5	14,4	18,8	10,4	8,3	33,3	528	
18 à 24 ans	0,0	1,0	2,1	1,0	14,6	25	10,4	8,3	37,5	96	***
25 à 34 ans	1,3	0,6	8,2	8,8	13,8	15,7	9,4	10,1	32,1	159	
35 à 54 ans	4,9	0,9	6,4	4,9	15,9	21,4	12,8	9,8	22,9	327	
55 à 64 ans	6,5	1,6	4,8	7,5	16,7	12,9	16,7	11,3	22,0	186	
65 ans et plus	4,2	3	3,8	4,9	14,8	19,3	15,2	12,9	22,0	264	
Secondaire ou moins	4,2	0,6	4,4	5,3	17,2	15,8	12,2	12,7	27,7	361	**
Collégiale	4,2	1,6	3,7	4,7	13,9	22,6	15,2	8,7	25,5	381	
Universitaire	3,4	2,7	8,6	7,5	14,7	17,5	12,3	11,0	22,3	292	
moins de 20 000 \$	5,2	0,0	5,2	8,6	13,8	13,8	5,2	8,6	39,7	58	**
20 000 à 39 999 \$	3,1	3,1	2,3	6,9	16,9	12,3	20,0	10,0	25,4	130	
40 000 à 59 999 \$	5,2	3,2	5,2	6,5	11,7	27,9	5,8	12,3	22,1	154	
60 000 à 79 999 \$	4,1	0,7	9,6	4,8	17,1	15,1	12,3	8,9	27,4	146	
80 000 à 99 999 \$	2,3	1,6	6,2	6,2	14,1	18,0	21,1	9,4	21,1	128	
100 000 \$ et plus	4,3	1,4	4,9	4,9	14,7	20,2	14,7	12,7	22,0	346	
Sans enfant	2,8	0,8	5,2	5,2	20	17,2	15,2	10,8	22,8	250	
Avec enfants	4,3	1,9	5,5	5,9	13,8	19,2	12,9	10,6	26,0	785	
Emploi	3,7	1,5	6,0	6,2	16,9	20,2	13,0	10,0	22,4	598	***
Étudiant	1,4	1,4	4,3	1,4	17,1	17,1	7,1	8,6	41,4	70	
Sans emploi	6,2	0,0	1,5	6,2	10,8	10,8	7,7	10,8	46,2	65	
Retraité	4,6	2,3	5,0	5,6	12,5	17,8	16,8	12,5	22,8	303	
Né au Canada	4,2	1,6	5,5	5,3	15,6	18,4	13,5	10,3	25,7	914	
Pas né au Canada	2,5	1,7	4,2	9,2	11,8	21,8	12,6	14,3	21,8	119	
Propriétaire	4,6	1,5	5,4	4,8	14,7	19,9	15,1	10,0	23,8	647	
Locataire	2,9	1,8	5,5	7,3	16,2	16,2	10,5	11,8	27,7	382	

*** Significatif au seuil de 1 % ** Significatif au seuil de 5 % * Significatif au seuil de 10 %

Analysons maintenant le tout en procédant à des regroupements.

Concernant le genre, en comparant le cumul des résultats en deux groupes (1 à 4 versus 5 à 8), 64,2 % des hommes sont d'accord avec la notion de limiter le recours au déficit budgétaire aux périodes de récession économique contre 51,9 % pour les femmes. À l'inverse, les femmes sont beaucoup plus nombreuses à répondre « Je ne sais pas » (33,3 % contre 17,0 % chez les hommes).

Pour l'âge, en comparant le résultat (gradation 5 à 8), 62,2 % des personnes de 65 ans et plus sont d'accord avec la notion de limiter le recours au déficit budgétaire aux périodes de récession économique contre 49,0 % pour les 25 à 34 ans. Les 65 ans et plus affichent un niveau d'adhésion plus élevé à cette idée, avec

28,1 % se disant très fortement d'accord (gradation 7 et 8), contre 18,7 % chez les 18 à 24 ans. Les plus jeunes se distinguent surtout par leur niveau d'incertitude : 37,5 % répondent « Je ne sais pas », comparativement à 22,0 % chez les 65 ans et plus.

Du côté de l'occupation, en comparant le résultat (gradation 5 à 8), 49,9 % des étudiants et 40,1 % des personnes sans emploi sont d'accord avec la notion de limiter le recours au déficit budgétaire aux périodes de récession économique contre 60,1 % pour les répondants ayant un emploi ou les retraités (59,6 %). Cependant, les étudiants (41,4 %) et les personnes sans emploi (46,2 %) sont beaucoup moins enclins à prendre position et répondent plus souvent « Je ne sais pas ». À l'inverse, les personnes en emploi et les retraités affichent des niveaux d'incertitude plus faibles (22,4 % et 22,8 % respectivement). Les retraités sont également parmi les groupes présentant les niveaux d'accord les plus élevés, avec 29,3 % se déclarant très fortement d'accord (gradation 7 ou 8 sur 8).

Concernant le niveau de scolarité, les répondants ayant une formation universitaire sont les moins susceptibles de répondre « Je ne sais pas » (22,3 %), tandis que cette proportion atteint 27,7 % chez les personnes ayant un niveau de scolarité secondaire ou moins. Les universitaires se distinguent davantage par une répartition des réponses plus dispersée sur l'échelle d'accord.

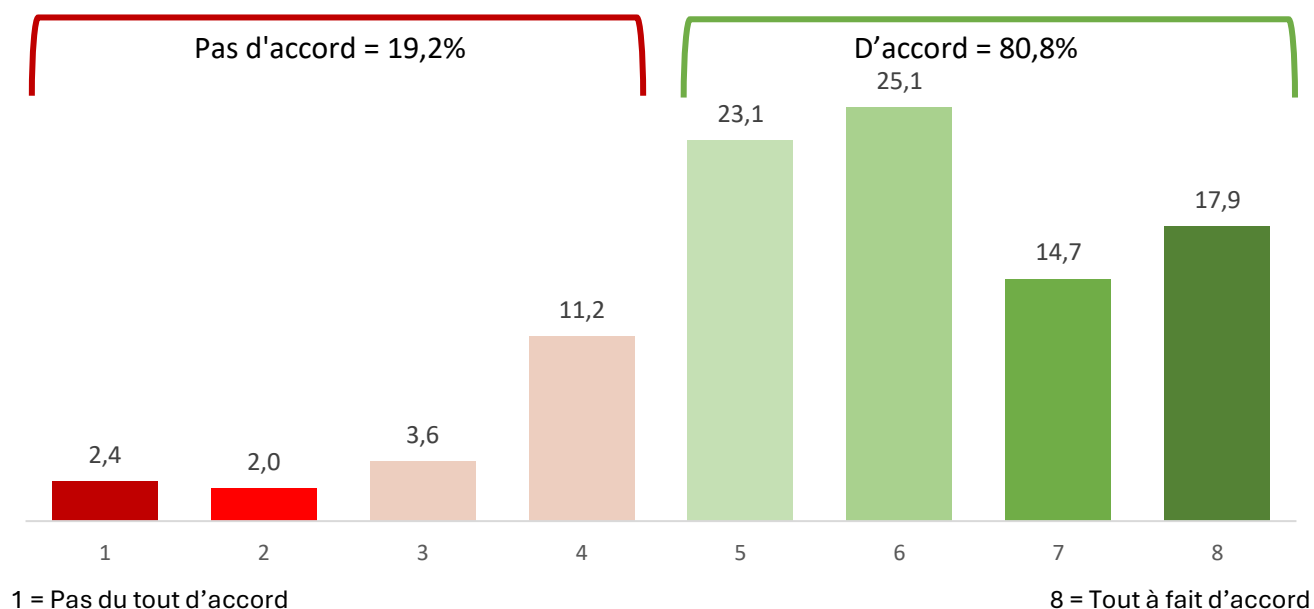
Enfin, les répondants dont le revenu est inférieur à 20 000 \$ se distinguent par la plus forte proportion de réponses « Je ne sais pas » (39,7 %) et par le plus faible niveau d'accord fort (catégories 7 et 8 cumulées : 13,8 %). À l'inverse, les répondants dont le revenu est compris entre 80 000 \$ et 99 999 \$ affichent le niveau d'accord le plus élevé (30,5 % dans les catégories 7 et 8), suivis de ceux gagnant de 20 000 \$ à 40 000 \$ (30 %).

2.4. Priorisation : Les Québécois souhaitent que les partis politiques priorisent l'équilibre budgétaire lors des prochaines élections générales

La figure 7 présente la priorisation de l'équilibre budgétaire comme un enjeu électoral même si cela implique des choix difficiles. Ainsi, parmi l'ensemble des répondants, 80,8 % sont d'accord, tandis que 19,2 % sont en désaccord. C'est l'échelon 6 qui obtient l'appui le plus fort et la moyenne des échelons est de 5,7 sur 8.

Figure 7. **Êtes-vous d'accord avec l'énoncé suivant : « À l'aube des élections générales au Québec, les partis politiques devraient prioriser l'équilibre budgétaire même si cela implique des choix difficiles (comme hausser ses revenus ou réduire ses dépenses) »**

[Pourcentage de répondant selon l'échelon sélectionné échelon. Échelle 1 à 8 où 1 est Pas du tout d'accord et 8 est Tout à fait d'accord]



Du côté des variables sociodémographiques, le tableau 6 montre qu'en prenant l'ensemble des répondants et l'ensemble des 8 échelons, le genre, l'âge, le revenu et la situation d'emploi sont les variables les plus significativement associées au niveau d'accord avec l'énoncé voulant que les partis politiques devraient prioriser l'équilibre budgétaire, même si cela implique des choix difficiles. Le niveau de scolarité et le statut de propriétaire présentent également des relations statistiquement significatives, mais moins marquées. Aucune différence significative n'a été observée dans l'acceptation de la priorisation à l'équilibre budgétaire selon le fait d'avoir ou non des enfants ou d'être né ou non au Canada.

Tableau 6. **Résultats sociodémographiques sur la priorisation du retour à l'équilibre budgétaire**

	Pas du tout d'accord	2	3	4	5	6	7	Tout à fait d'accord	Nombre	Khi carré
Ensemble	2,4	2,0	3,6	11,2	23,1	25,1	14,7	17,9	1034	
Homme	2,8	2,0	2,6	9,5	18,2	28,1	14,4	22,5	506	***
Femme	2,1	2,1	4,7	12,7	27,8	22,2	15,0	13,4	528	
18 à 24 ans	2,1	1,0	8,3	9,4	26	33,3	9,4	10,4	96	***
25 à 34 ans	3,8	3,1	5,0	16,4	28,9	17,6	11,9	13,2	159	
35 à 54 ans	1,5	2,1	2,5	11	25,5	28,8	13,5	15,0	326	
55 à 64 ans	1,6	1,6	4,3	11,8	20,3	20,3	16,6	23,5	187	
65 ans et plus	3,4	1,9	1,9	7,9	17,7	25,3	18,5	23,4	265	
Secondaire ou moins	3,0	1,4	2,8	9,1	25,2	24,4	11,6	22,4	361	**
Collégiale	2,1	1,6	3,1	13,4	22,6	25,7	16,0	15,5	381	
Universitaire	1,7	3,4	5,5	10,9	21,2	25,3	17,1	15,0	293	
moins de 20 000 \$	5,2	0,0	3,4	17,2	41,4	13,8	10,3	8,6	58	***
20 000 à 39 999 \$	1,5	3,8	2,3	10,0	25,4	19,2	16,9	20,8	130	
40 000 à 59 999 \$	3,9	3,2	2,6	14,9	16,9	26,6	11,7	20,1	154	
60 000 à 79 999 \$	1,4	1,4	4,8	13,1	27,6	21,4	12,4	17,9	145	
80 000 à 99 999 \$	0,0	1,6	3,1	12,5	25	31,2	10,9	15,6	128	
100 000 \$ et plus	2,6	2,0	4,9	7,2	18,6	27,8	18,0	18,8	345	
Sans enfant	0,8	2,4	2,0	10,8	24,5	30,1	14,1	15,3	249	
Avec enfants	2,9	1,9	4,2	11,2	22,6	23,5	14,9	18,7	786	
Emploi	1,8	2,3	3,2	11,6	22,8	27,2	13,9	17,1	596	***
Étudiant	2,9	0,0	14,3	12,9	32,9	24,3	7,1	5,7	70	
Sans emploi	3,1	0,0	0,0	15,4	29,2	16,9	13,8	21,5	65	
Retraité	3,0	2,3	2,6	8,9	20,2	22,8	18,2	21,9	302	
Né au Canada	2,5	2,0	3,5	10,6	23,7	24,7	14,8	18,2	914	
Pas né au Canada	0,8	2,5	4,2	15,3	18,6	28,0	14,4	16,1	118	
Propriétaire	2,0	1,5	3,4	10	20,7	26,3	16,8	19,2	647	**
Locataire	2,9	2,9	3,9	13,4	27	22,8	11,3	16,0	382	

*** Significatif au seuil de 1 % ** Significatif au seuil de 5 % * Significatif au seuil de 10 %

Analysons maintenant le tout en procédant à des regroupements.

Pour le genre, en comparant le cumul des résultats en deux groupes (1 à 4 versus 5 à 8), 83,2 % des hommes sont d'accord avec la priorisation de l'équilibre budgétaire dans le cadre de la prochaine campagne électorale contre 78,4 % pour les femmes. En ciblant vers ceux qui ont répondu tout à fait d'accord (gradation 7 ou 8 sur 8), les hommes (36,9 %) sont davantage portés à prioriser le retour à l'équilibre budgétaire que les femmes (28,4 %).

Concernant l'âge, en comparant le cumul des résultats en deux groupes (1 à 4 – pas d'accord versus 5 à 8 – d'accord), 71,6 % des 25 à 34 ans sont d'accord avec la priorisation de l'équilibre budgétaire lors de la prochaine campagne électorale contre 84,9 % pour les 65 ans et plus. En ciblant vers ceux qui ont répondu tout à fait d'accord (gradation 7 ou 8 sur 8), le résultat va de 19,8 % pour les 18 à 24 ans à 41,9 % pour les 65 ans et plus.

Du côté du revenu, en comparant le cumul des résultats en deux groupes (1 à 4 versus 5 à 8), 74,1 % des gens répondant gagner 20 000 \$ ou moins sont d'accord avec la priorisation de l'équilibre budgétaire lors de la prochaine campagne électorale contre 83,2 % pour ceux répondant gagner 100 000 \$ et plus. En ciblant vers les gens qui ont répondu tout à fait d'accord (gradation 7 ou 8 sur 8), le résultat est de 36,8 % pour les répondants gagnant 100 000 \$ et plus et de 37,7 % chez les 20 000 \$ à 39 999 \$, contre 18,9 % chez ceux dont le revenu est inférieur à 20 000 \$.

Pour l'occupation, en comparant le cumul des résultats en deux groupes (1 à 4 versus 5 à 8), 70 % des personnes étudiantes sont d'accord avec la priorisation de l'équilibre budgétaire lors de la prochaine campagne électorale, contre 83,1 % pour les personnes à la retraite. En ciblant vers ceux qui ont répondu tout à fait d'accord (gradation 7 ou 8 sur 8), le résultat va de 40,1 % chez les personnes retraitées contre 12,8 % pour les personnes étudiantes. Ces derniers sont également plus nombreux à exprimer des niveaux d'accord modérés, notamment aux catégories intermédiaires de l'échelle.

Concernant le niveau de scolarité, en comparant le cumul des résultats en deux groupes (1 à 4 versus 5 à 8), 83,6 % des détenteurs d'un diplôme de secondaire ou moins sont d'accord avec la priorisation de l'équilibre budgétaire lors de la prochaine campagne électorale alors que le taux se situe légèrement sous 80 % pour les détenteurs d'un diplôme collégial (79,8 %) ou universitaire (78,6 %). Environ le tiers des répondants est très fortement d'accord (gradation 7 ou 8 sur 8) avec la priorisation du retour à l'équilibre budgétaire, soit 34 % pour ceux ayant un niveau de scolarité secondaire ou moins, 31,5 % chez les diplômés collégiaux et 32,1 % chez les universitaires.

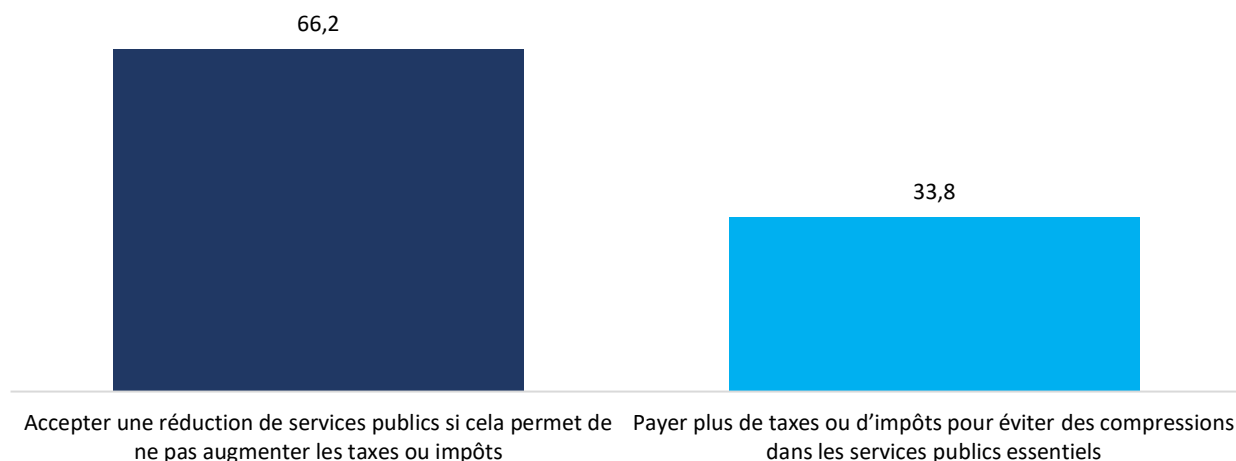
Enfin, les propriétaires affichent un niveau d'adhésion légèrement supérieur à celui des locataires. Ainsi, 83 % des propriétaires sont d'accord (gradation 5 à 8) avec l'énoncé, contre 77,1 % des locataires.

2.5. Solution : S'ils devaient choisir la manière de retrouver l'équilibre budgétaire, les Québécois sont deux fois plus favorables à une réduction de services publics qu'à une hausse des impôts

Dans le cadre du sondage, les répondants étaient également invités à se positionner quant aux moyens privilégiés pour atteindre le retour à l'équilibre budgétaire. Plus précisément, ils devaient indiquer s'ils étaient davantage favorables à une réduction des services publics afin d'éviter une hausse des taxes et impôts, ou, à l'inverse, à une augmentation des prélèvements fiscaux, ou des revenus gouvernementaux, afin de préserver les services publics essentiels.

Parmi l'ensemble des répondants, 66,2 % sont d'avis que pour retrouver l'équilibre budgétaire, il faut privilégier réduire les services si cela permet d'éviter d'augmenter les impôts, tandis que 33,8 % sont au contraire prêts à payer plus d'impôts pour éviter des compressions dans les services.

Figure 8. **Si vous n'aviez pas le choix, en vue de respecter le retour à l'équilibre budgétaire, seriez-vous plus favorable à ...**



Du côté des variables sociodémographiques, l'âge constitue la variable la plus fortement associée aux préférences exprimées entre une réduction des services publics ou une hausse des taxes ou impôts afin de respecter le retour à l'équilibre budgétaire. Le niveau de scolarité présente également une relation significative, tandis que le revenu et la situation d'emploi affichent des différences plus modestes. Aucune différence significative n'a été observée dans les arbitrages requis pour retrouver l'équilibre budgétaire selon le genre, le fait d'avoir ou non des enfants ou d'être né ou non au Canada ou d'être propriétaire ou locataire.

Tableau 7. **Résultats sociodémographiques en vue de retrouver l'équilibre budgétaire, choisir entre réduire les services ou payer plus d'impôts**

	Réduire les services	Payer plus d'impôts	Nombre	Khi carré
Ensemble	66,2	33,8	1034	
Homme	66,3	33,7	507	
Femme	66,0	34,0	527	
18 à 24 ans	56,8	43,2	95	***
25 à 34 ans	59,4	40,6	160	
35 à 54 ans	71,3	28,7	327	
55 à 64 ans	75,4	24,6	187	
65 ans et plus	61,0	39,0	264	
Secondaire ou moins	68,3	31,7	360	**
Collégiale	68,8	31,2	382	
Universitaire	59,9	40,1	292	
moins de 20 000 \$	66,7	33,3	57	*
20 000 à 39 999 \$	62,3	37,7	130	
40 000 à 59 999 \$	61,3	38,7	155	
60 000 à 79 999 \$	60,7	39,3	145	
80 000 à 99 999 \$	75,8	24,2	128	
100 000 \$ et plus	68,8	31,2	346	
Sans enfant	67,1	32,9	249	
Avec enfants	65,9	34,1	785	
Emploi	69,1	30,9	596	*
Étudiant	56,3	43,7	71	
Sans emploi	61,5	38,5	65	
Retraité	63,6	36,4	302	
Né au Canada	65,7	34,3	915	
Pas né au Canada	69,7	30,3	119	
Propriétaire	67,9	32,1	647	
Locataire	63,2	36,8	383	

*** Significatif au seuil de 1 % ** Significatif au seuil de 5 % * Significatif au seuil de 10 %

Les 18 à 24 ans sont les plus ouverts à une augmentation des taxes ou impôts afin d'éviter des compressions dans les services publics essentiels. Malgré tout, ils ne sont que 43,2 % d'entre eux à privilégier cette option. Les 55 à 64 ans sont, au contraire, plus de trois répondants sur quatre à préférer une réduction de services pour éviter une hausse des taxes ou impôts (75,4 %).

Les répondants universitaires sont plus favorables à une augmentation des taxes ou impôts afin de préserver les services publics, même s'ils ne préfèrent cette option qu'à 40,1 %. Pour les autres, ils sont près de 70 % à privilégier une réduction des services, soit 68,8 % chez les diplômés collégiaux et 68,3 % chez les personnes ayant une formation secondaire ou moins.

Le revenu présente une relation plus faible, mais néanmoins significative. Les répondants gagnant entre 80 000 \$ et 99 999 \$ sont les plus favorables à une réduction des services publics pour éviter une hausse de taxes ou d'impôts (75,8 %). À l'opposé, ceux dont le revenu se situe entre 60 000 \$ et 79 999 \$ sont plus ouverts à une hausse des taxes ou impôts, alors que 39,3 % privilégient cette option.

La situation d'emploi présente également certaines différences. Les étudiants sont les plus nombreux à privilégier une augmentation des taxes ou impôts pour éviter des compressions dans les services publics (43,7 %), alors que les personnes en emploi sont davantage favorables à une réduction de services (69,1 %). Les retraités et les personnes sans emploi occupent une position intermédiaire.

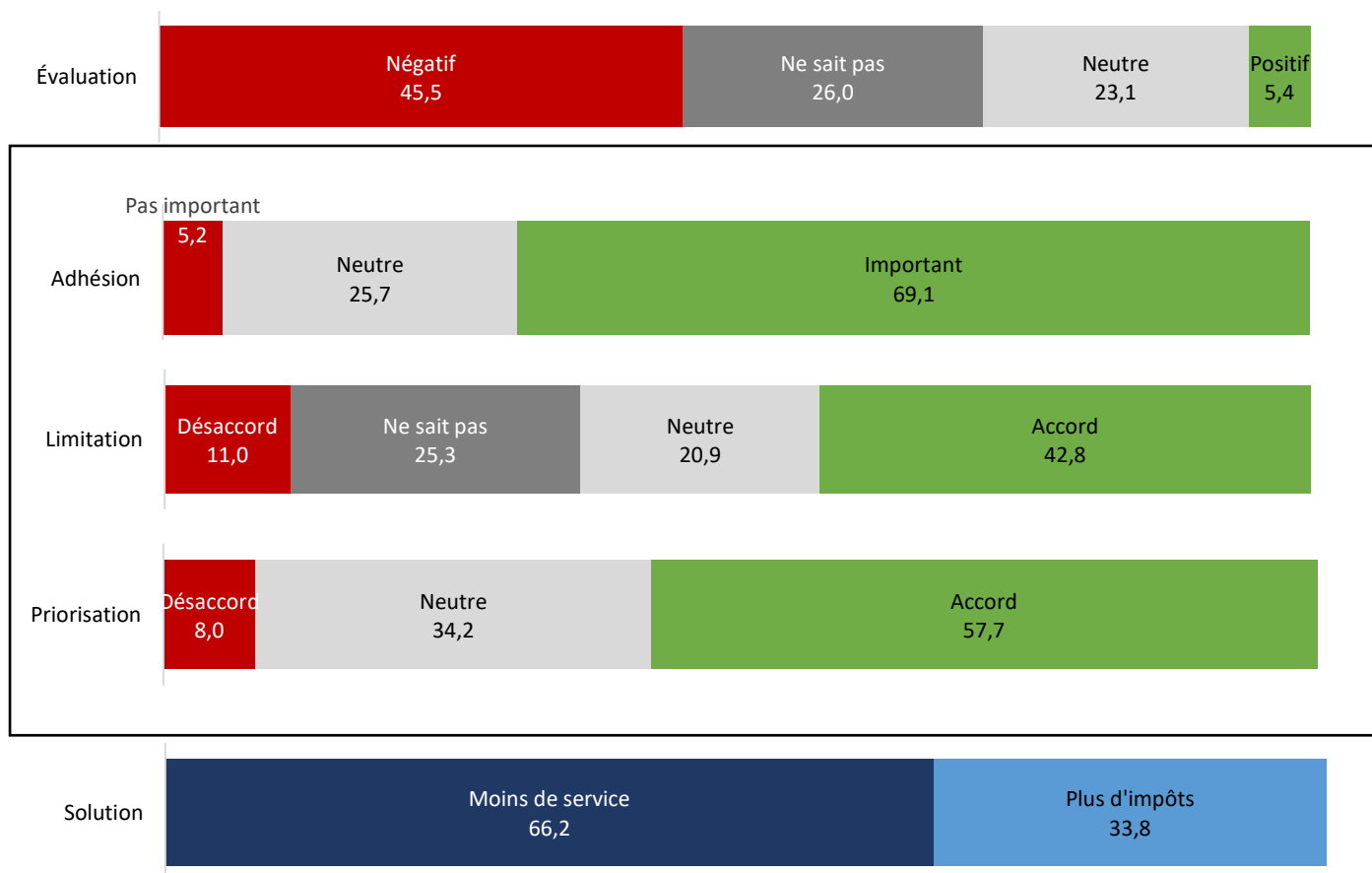
3. Analyse de cohérence

L'analyse des corrélations entre les cinq perspectives permet de tester la cohérence des attitudes citoyennes face à l'équilibre budgétaire. L'enjeu est de savoir si les opinions s'articulent autour d'une logique commune ou si elles évoluent de manière indépendante.

Pour ce faire, les échelles initiales de 1 à 8 de la variable adhésion ont été simplifiées en catégorisant les valeurs 1, 2 et 3 comme « Pas important » ; les réponses 4 et 5, comme « Neutre » ; et les réponses 6, 7 et 8, comme « Important ». Un traitement identique a été appliqué aux variables limitation et priorisation. Dans tous les cas, un équivalent numérique a été établi, permettant un traitement statistique plus simple.

Le figure 9 présente les cinq distributions selon une narration relativement simple. Tout en haut, l'évaluation de la situation budgétaire actuelle au Québec : celle-ci est considérée plus négativement que positivement. Une large portion reste cependant hésitante ou préfère ne pas se prononcer.

Figure 9. **Distribution regroupée des cinq dimensions**



Selon les données du tableau 8, les trois variables du centre — adhésion, limitation et priorisation — sont assez clairement corrélées. C'est particulièrement vrai de la cohérence entre l'adhésion au principe et la volonté qu'il soit priorisé lors des prochaines élections ($r = 0,518$). La corrélation entre la limitation et la priorisation est également manifeste ($r = 0,319$). Elle est en revanche un peu plus faible entre la limitation et l'adhésion ($r = 0,234$). On peut donc avancer que ces trois variables sont nettement corrélées, témoignant d'une cohérence chez les répondants. Si l'on estime important de respecter le principe de l'équilibre budgétaire, on souhaite qu'il soit au premier plan de la campagne. Quant à la limitation, on peut penser que les répondants sont moins nombreux à souscrire à une limitation aux périodes de récession, car ils ont possiblement en tête la situation actuelle : l'économie n'est pas en récession, mais les enjeux tarifaires avec les États-Unis amènent probablement plusieurs personnes à estimer qu'un déficit est requis, voire souhaitable, pour soutenir les secteurs éprouvés.

L'analyse corrélationnelle du tableau 8 montre en revanche que la solution mise de l'avant par les répondants n'est pas corrélée, ou si peu, avec l'adhésion (0,08), la limitation (0,09) ou la priorisation (0,13). L'importance accordée à l'équilibre budgétaire n'est donc pas un déterminant de la solution choisie. On peut ainsi être très préoccupé par le retour à l'équilibre et envisager aussi bien une réduction des services qu'une augmentation des impôts. Cette absence de corrélation n'est pas révélatrice d'une incohérence : elle est logique, puisque les deux solutions proposées peuvent conduire au même objectif.

Quant à la corrélation entre, d'une part, l'évaluation et, d'autre part, l'adhésion, la limitation et la priorisation, elle est étonnamment très faible. On aurait pu croire que les personnes qui évaluent négativement la situation budgétaire du Québec seraient plus enclines à prioriser cet enjeu ou à adhérer au principe. Or, il n'en est rien.

Les trois variables placées au centre de la figure 9 sont donc assez bien corrélées entre elles, mais très peu avec l'évaluation et la solution.

Tableau 8. **Corrélations entre les cinq dimensions**

Variables	Évaluation	Adhésion	Limitation	Priorisation	Solution
Évaluation	1,00				
Adhésion	0,08	1,00			
Limitation	0,05	0,23	1,00		
Priorisation	0,05	0,52	0,32	1,00	
Solution	0,05	0,08	0,09	0,13	1,00

4. Analyse de la contextualisation

Comme présenté précédemment, le sondage propose une expérimentation sur une variation de la contextualisation des questions. Les répondants ont été répartis aléatoirement entre deux différentes versions du questionnaire comportant un préambule plus ou moins développé sur la situation budgétaire du gouvernement du Québec.

Un premier groupe a reçu le préambule court suivant :

Les prochaines questions portent sur l'équilibre budgétaire. En 1996, l'Assemblée nationale adhérait au principe d'équilibre budgétaire. Depuis, une Loi sur l'équilibre budgétaire oblige le gouvernement du Québec à ne pas faire de déficit. Si, malgré tout, un déficit est constaté, la Loi précise que le gouvernement doit présenter un plan de retour à l'équilibre budgétaire sur 5 ans.

Un second groupe a reçu un préambule plus détaillé, où il a été ajouté à la première partie du préambule, l'information additionnelle suivante :

C'est dans ce contexte que le gouvernement a présenté un plan de retour à l'équilibre budgétaire s'échelonnant de 2025-2026 à 2029-2030. Pour l'année 2025-2026, le déficit atteint 7,2 milliards \$, soit 4,5 % du total des revenus ou soit 1,1 % du PIB².

Cette démarche vise à évaluer l'existence ou non d'un effet de cadrage, c'est-à-dire l'influence que peut exercer le contexte informationnel fourni avant une question sur les opinions exprimées par les répondants. L'hypothèse sous-jacente est qu'une même question peut susciter des réponses différentes selon les éléments d'information mis en évidence au préalable. Afin d'évaluer empiriquement ces effets potentiels, plusieurs méthodes statistiques ont été mobilisées. Le choix des tests repose sur la nature des variables analysées, qui sont principalement catégorielles ou ordinales, ainsi que sur l'objectif de l'analyse, soit comparer les réponses obtenues selon les différentes contextualisations. Les principaux tests retenus sont présentés au tableau 9.

Tableau 9. **Tests appliqués à la contextualisation**

Tests	Explications
Test du khi carré	Méthode statistique non paramétrique largement utilisée pour évaluer l'existence d'une relation entre deux variables catégorielles³. Dans le cadre de cette analyse, il est utilisé à deux fins complémentaires. D'une part, dans le cas des variables sociodémographiques, une telle association peut révéler des différences de profil dans les opinions ou comportements. D'autre part, dans le cas de la variation de la contextualisation, il permet d'identifier un effet de cadrage, c'est-à-dire une modification de la manière dont les répondants distribuent leurs réponses en fonction du contexte de présentation de la question.

² Au moment de la réalisation du sondage, le déficit de 7,2 G\$ correspondait au résultat préliminaire le plus récent publié par le gouvernement du Québec. Ce résultat a par la suite été révisé à 7,8 G\$ lors de la publication des Comptes publics 2025-2026 du Québec.

³ Agresti, A. (2019). *An Introduction to Categorical Data Analysis* (3rd ed.). Wiley.

Tests	Explications
Test de Mann-Whitney U	Test non paramétrique permettant de comparer une variable entre deux groupes indépendants ⁴ . Ce test est utile pour l'analyse de résultats d'une échelle de Likert. Dans ce cas, il compare les rangs des observations plutôt que leurs moyennes afin de déterminer si les deux groupes proviennent de distributions similaires. Dans l'analyse de données d'enquête, il est souvent employé pour évaluer si deux groupes présentent des différences statistiquement significatives.
Test de Kruskal-Wallis	Test non paramétrique permettant de comparer une variable entre deux groupes ou plus ⁵ . Comme le test de Mann-Whitney, il repose sur le classement des observations en rangs et vérifie si les distributions des groupes sont statistiquement différentes. Il est notamment utilisé dans les analyses comparatives en économie appliquée lorsque les variables étudiées sont ordinales et pondérées ⁶ .
Test Z	Test statistique paramétrique utilisé en économie pour déterminer si une différence observée entre deux groupes est statistiquement significative ⁷ . Il peut servir à comparer le taux d'adhésion à une politique publique entre deux groupes de répondants dans une enquête. Le test repose sur l'hypothèse nulle selon laquelle la différence observée est attribuable au hasard.

Le tableau 10 présente les seuils de significativité associés à différents tests statistiques visant à évaluer l'effet d'un préambule court ou long sur les réponses aux cinq perspectives. L'analyse met en évidence des résultats différenciés selon les méthodes utilisées, ce qui reflète la nature distincte des hypothèses testées par chacun des outils statistiques.

Tableau 10. **Seuil de significativité des tests selon la contextualisation**

Question	Khi Carré	Mann-Whitney	Kruskal-Wallis	Test Z
Évaluation	**			S. O.
Adhésion				S. O.
Limitation	***			S. O.
Priorisation		*		S. O.
Solution		S. O.	S. O.	

*** Significatif au seuil de 1 % ** Significatif au seuil de 5 % * Significatif au seuil de 10 %

Les résultats montrent que la contextualisation n'a eu qu'un effet limité sur les réponses des participants. Parmi les cinq perspectives étudiées, seules les questions portant sur l'évaluation de la situation budgétaire et sur sa limitation présentent des différences statistiquement significatives entre les groupes exposés ou non à l'information contextuelle (khi carré significatif au seuil de 5 % ou 1 %). Pour la question de priorisation, seule une différence marginalement significative est observée à l'aide du test de Mann-Whitney (seuil de 10 %). À l'inverse, aucune différence statistiquement significative n'est relevée pour les questions de l'adhésion et de la solution, quel que soit le test utilisé. Dans l'ensemble, ces résultats

⁴ Mann, H. B., & Whitney, D. R. (1947). On a test of whether one of two random variables is stochastically larger than the other. *Annals of Mathematical Statistics*, 18 (1), 50–60.

⁵ Kruskal, W. H., & Wallis, W. A. (1952). Use of ranks in one-criterion variance analysis. *Journal of the American Statistical Association*, 47 (260), 583–621.

⁶ Conover, W. J. (1999). *Practical Nonparametric Statistics* (3rd ed.). New York: John Wiley & Sons.

⁷ Wooldridge, J. M. (2020). *Introductory Econometrics: A Modern Approach* (7th ed.). Boston: Cengage Learning.

suggèrent que l'ajout d'informations contextuelles avant les questions modifie peu les réponses exprimées par les répondants. Les opinions mesurées apparaissent donc relativement peu sensibles à la formulation retenue, ce qui constitue un indice supplémentaire de l'absence d'un effet de cadrage important dans cette enquête. Les répondants semblent, dans une large mesure, disposer de connaissances ou de repères préalables suffisants pour formuler leur opinion sur les enjeux budgétaires indépendamment de la contextualisation proposée.

Afin d'évaluer davantage l'effet de la formulation des questions sur les réponses des individus, des modèles de régression logistique et de régression logistique ordonnée ont été estimés. Le recours au modèle logit ordonné est particulièrement approprié lorsque la variable dépendante est de nature ordinale, comme c'est le cas pour les questions mesurées à l'aide d'échelles de type Likert.

Le modèle repose sur l'hypothèse de l'existence d'une variable latente continue (y^*), non observée, qui reflète l'intensité de l'opinion des répondants. Cette variable latente est liée aux caractéristiques observables selon la relation suivante :

$$y^* = \beta_0 + \beta_1\{\text{PréambuleLong}\}_i + \beta_2X_i + \beta_3(\{\text{PréambuleLong}\}_i \times X_i) + \varepsilon_i$$

où $\{\text{PréambuleLong}\}_i$ est une variable binaire indiquant si le répondant a été exposé à la version longue du préambule, X_i représente un vecteur de variables sociodémographiques (âge, sexe, revenu, niveau d'éducation, etc.), et ε_i est un terme d'erreur. L'inclusion de termes d'interaction entre la variable $\{\text{PréambuleLong}\}_i$ et les variables sociodémographiques permet d'évaluer si l'effet de la formulation de la question varie selon les caractéristiques des répondants.

Concernant l'adhésion au principe de l'équilibre budgétaire, l'effet de la contextualisation diffère significativement selon le revenu du ménage et le statut d'occupation du logement. Plus précisément, les répondants déclarant un revenu annuel compris entre 20 000 \$ et 39 999 \$, entre 60 000 \$ et 79 999 \$, ainsi que ceux gagnant 100 000 \$ ou plus réagissent différemment à la contextualisation que les répondants dont le revenu est inférieur à 20 000 \$. Une variation significative est également observée entre les locataires et les propriétaires. Ces résultats suggèrent que les effets de la contextualisation sur l'adhésion à l'équilibre budgétaire sont influencés par la situation économique des répondants.

Pour la question portant sur la limitation du principe d'équilibre budgétaire aux périodes de récession, seule la présence d'enfants dans le ménage est associée à un effet différencié de la contextualisation. Les personnes sans enfant réagissent significativement différemment à l'introduction contextualisée que les répondants ayant des enfants.

En ce qui concerne la priorisation de l'équilibre lors de la prochaine campagne électorale, trois variables présentent un effet d'interaction significatif avec la contextualisation. Les répondants sans enfant, les personnes sans emploi et les personnes nées à l'extérieur du Canada réagissent différemment à la version contextualisée de la question que les groupes de référence correspondants. L'effet est particulièrement marqué chez les personnes nées à l'extérieur du Canada, l'interaction étant significative au seuil de 1 %.

Enfin, pour la question portant sur les solutions à privilégier en matière d'équilibre budgétaire, les interactions significatives concernent principalement le revenu et les préférences partisans. Comparativement aux répondants dont le revenu est inférieur à 20 000 \$, ceux appartenant aux catégories de revenu de 20 000 \$ à 39 999 \$, de 40 000 \$ à 59 999 \$ et de 80 000 \$ à 99 999 \$ réagissent différemment à la contextualisation.

Dans l'ensemble, les résultats montrent que les effets de la contextualisation demeurent relativement limités et concentrés dans un nombre restreint de sous-groupes de la population. Bien que certaines variations statistiquement significatives soient observées selon le revenu, la situation familiale ou le lieu de naissance, aucune différence systématique ne se dégage pour la majorité des caractéristiques sociodémographiques analysées.

Cette absence généralisée d'effets de contextualisation suggère que les opinions exprimées par les répondants sont relativement peu sensibles aux variations de formulation ou à l'ajout d'informations contextuelles dans le questionnaire. Les résultats laissent également entendre qu'une proportion importante des répondants possède déjà une connaissance suffisante du contexte budgétaire québécois pour formuler une opinion, indépendamment des précisions fournies dans le préambule de la question.

Plus largement, ces constats fournissent peu d'indices d'un effet de cadrage important. Si la présentation de l'information influence marginalement certains groupes spécifiques, elle ne semble pas modifier substantiellement les attitudes de la population dans son ensemble. Les opinions recueillies apparaissent donc refléter des perceptions relativement bien établies plutôt qu'une réaction ponctuelle à la manière dont les enjeux budgétaires sont présentés dans le sondage.

Tableau 11. **Interactions significatives entre la contextualisation et les caractéristiques des répondants**

Question	Variables significatives croisées avec la contextualisation
Évaluation	
Adhésion	20 000 \$ à 39 999 \$ ** [Base : moins de 20 000 \$] 60 000 \$ à 79 999 \$** 100 000 \$ et plus* Locataire* [Base : Propriétaire]
Limitation	Sans enfant [Base : avec enfants]**
Priorisation	Sans enfant* [Base : avec enfants] Sans emploi* [Base : Emploi] Pas né au Canada*** [Base : Né au Canada]
Solution	20 000 à 39 999 \$** [Base : moins de 20 000 \$] 40 000 à 59 999 \$* 80 000 à 99 999 \$**

*** Significatif au seuil de 1 % ** Significatif au seuil de 5 % * Significatif au seuil de 10 %

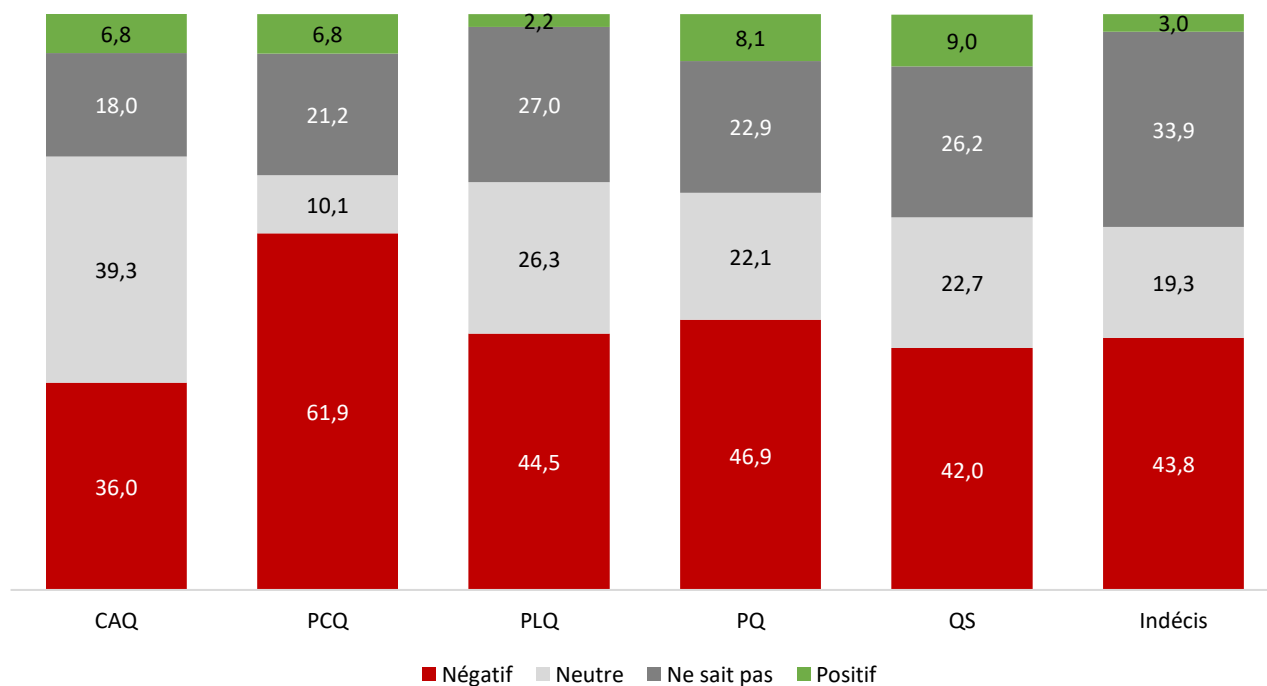
5. Analyse électorale

Il convient à présent d'examiner la relation entre ces cinq perspectives et l'intention de vote, mesurée à l'aide de la question suivante : « Si des élections provinciales avaient lieu aujourd'hui, pour quel parti auriez-vous l'intention de voter? Serait-ce pour... ». Les répondants qui comptent voter pour Québec solidaire sont-ils, par exemple, différents de ceux qui comptent voter pour le Parti conservateur du Québec? Toutes les associations présentées sont significatives sur le plan statistique.

5.1 Perspectives budgétaires et intentions de vote

La figure 10 montre que l'évaluation de la situation budgétaire est, dans tous les cas, nettement plus négative que positive. Sans surprise, les gens qui comptent voter pour le parti au pouvoir font une lecture moins négative, 39 % sont neutres en regard de la situation budgétaire du Québec. Hormis les électeurs de la Coalition Avenir Québec, les électeurs de Québec Solidaire sont une moins grande proportion à évaluer la situation budgétaire négativement (42 %) que ceux du Parti conservateur du Québec (61,9 %).

Figure 10. **Évaluation de la situation budgétaire du Québec selon l'intention de vote**⁸



Note : Mesure d'association : V de Cramer = 0,125 | p = 0,0000 ***

⁸ Les partis politiques sont présentés selon l'ordre alphabétique de leur acronyme.

La figure 11 montre les associations quant aux trois variables centrales : l'adhésion, la limitation et la priorisation.

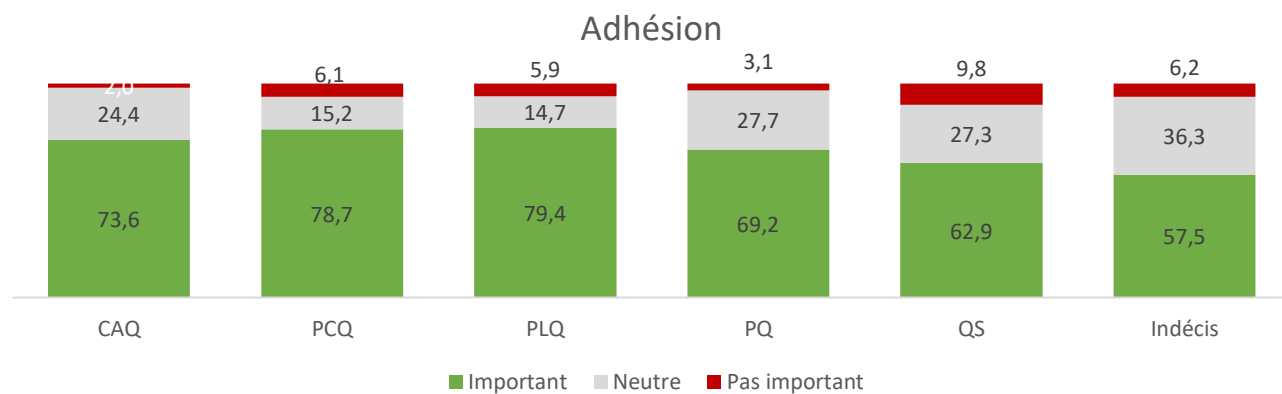
Sur l'adhésion au principe de l'équilibre budgétaire, l'appui est élevé dans tous les camps allant de 63 % pour les gens comptant voter pour Québec solidaire, à 69,2 % pour le Parti québécois, à 73,6 % pour la Coalition Avenir Québec, à 78,7 % pour le Parti conservateur du Québec et à 79,4 % pour le Parti libéral du Québec. Même pour les électeurs de Québec solidaire, ils sont six fois plus nombreux à trouver que la notion d'équilibre budgétaire est importante que pas importante.

Pour la limitation, on retrouve la même logique que pour l'adhésion au principe de l'équilibre budgétaire, avec un écart encore plus important entre les sympathisants du Parti conservateur du Québec et ceux de Québec solidaire. Ainsi, 56,4 % des gens ayant l'intention de voter pour le Parti conservateur du Québec sont d'accord avec la notion de limiter le recours au déficit budgétaire aux périodes de récession économique. Cette proportion atteint 50,8 % chez les électeurs de la Coalition Avenir Québec, 48,6 % chez ceux du Parti libéral du Québec et 44,1 % chez ceux du Parti québécois, avant de chuter à 26,8 % chez les sympathisants de Québec solidaire. Aussi, les électeurs de Québec solidaire affichent le plus haut niveau d'indécision parmi les principaux électorats (34,9 %). Les électeurs caquistes se distinguent, quant à eux, par la plus faible proportion de réponses « Je ne sais pas » (16 %).

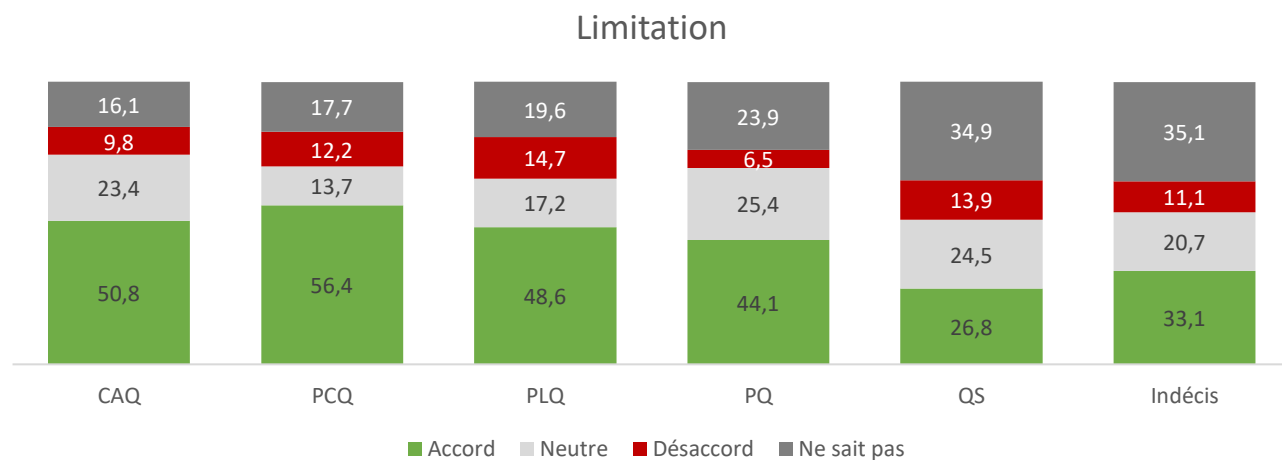
Pour la priorisation de l'équilibre budgétaire lors de la prochaine campagne électorale, les deux tiers des électeurs de trois partis politiques sont d'accord. Il s'agit de ceux du Parti Québécois (65,6 %), de la Coalition Avenir Québec (64,1 %) et du Parti libéral du Québec (66,6 %). Pour ceux du Parti conservateur du Québec, le taux est de 60,2 %. À l'inverse, les électeurs de Québec solidaire affichent le niveau le plus faible, avec seulement 41,8 % se disant en accord. Ils sont aussi plus d'un électeur sur 5 en désaccord.

Les analyses peuvent diverger quant à l'ordonnance des partis politiques québécois sur l'axe gauche-droite, mais, avec des nuances, certes, il semble y avoir un alignement relatif : plus on se situe à droite, plus on adhère au principe de l'équilibre budgétaire, plus on souhaite en limiter le recours aux récessions et plus on veut en faire une priorité de la prochaine campagne électorale. C'est du moins ce qu'on observe aux deux extrémités de l'échiquier politique entre Québec solidaire et le Parti conservateur du Québec. L'examen montre aussi que les personnes indécises ou qui n'ont pas voulu dévoiler leurs intentions de vote sont plus nombreuses à adopter une position neutre.

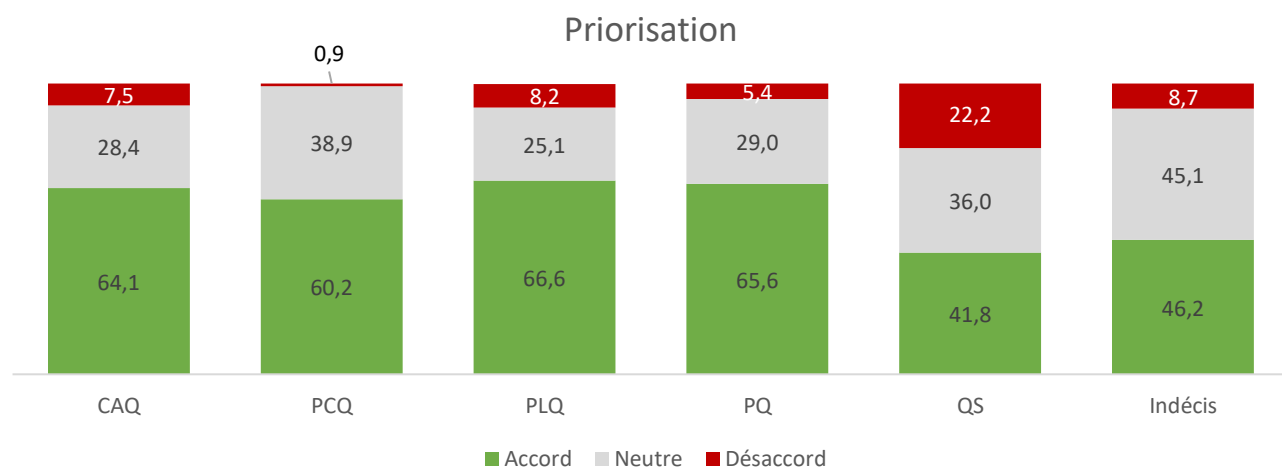
Figure 11. **Adhésion, limitation et priorisation selon l'intention de vote**



Note : Mesure d'association : V de Cramer = 0,179 | p = 0,0000 ***



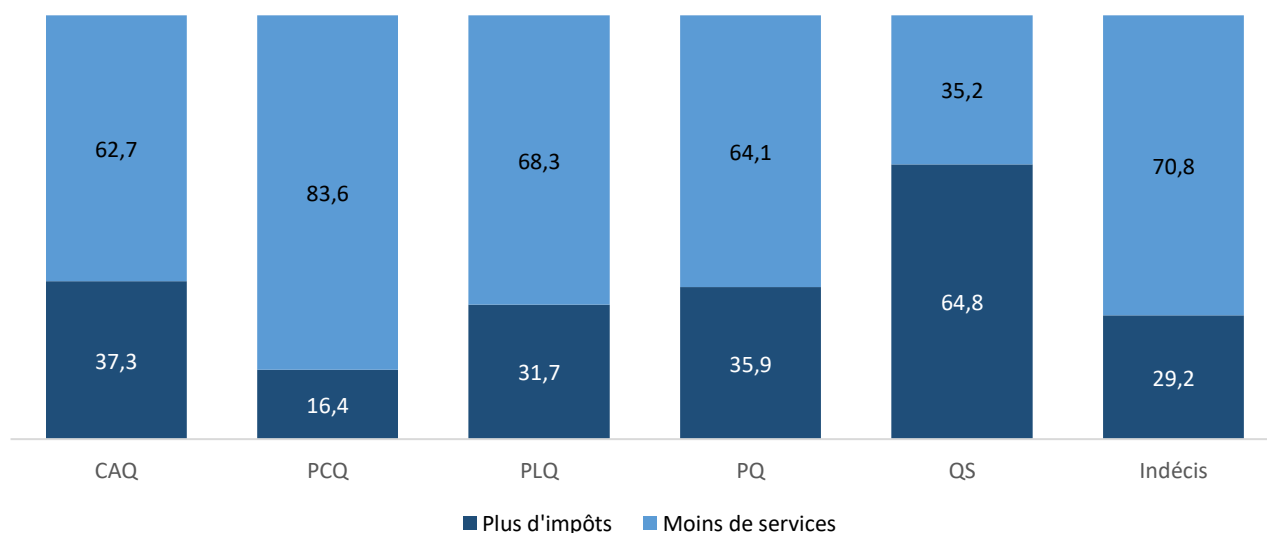
Note : Mesure d'association : V de Cramer = 0,143 | p = 0,0000 ***



Note : Mesure d'association : V de Cramer = 0,194 | p = 0,0000 ***

Reste la question de la solution privilégiée. La figure 12 montre clairement l'alignement partisan. Les personnes qui ont l'intention de voter pour Québec solidaire (65 %) privilégient clairement une augmentation des impôts afin de respecter le retour à l'équilibre budgétaire, ce qui est quatre fois plus que du côté des électeurs du Parti conservateur du Québec (16 %). Entre ces deux partis, on observe qu'environ les deux tiers préfèrent accepter une réduction des services publics : Parti libéral du Québec (68 %), Parti Québécois (64 %) et Coalition Avenir Québec (63 %).

Figure 12. **Solution selon l'intention de vote**



Note : Mesure d'association : V de Cramer = 0,257 | p = 0,0000 ***

On peut aussi se demander ce qui explique le plus les préférences à l'égard des solutions pour retrouver l'équilibre budgétaire. Est-ce les variables socioéconomiques, comme le revenu, l'âge, la propriété, la scolarité, le genre, ou est-ce davantage le choix partisan? Pour mesurer l'écart d'influence, une mesure d'association standard est utilisée, soit le V de Cramer sur les cinq perspectives. Seuls les croisements significatifs statistiquement ont été retenus.

Tableau 12. **Variables socio-démographiques et cinq perspectives**

Variable	Évaluation	Adhésion	Limitation	Priorisation	Solution	Nombre d'associations
Âge		0,087				1
Revenu			0,075			1
Propriété	0,095			0,079		2
Scolarité	0,130		0,085		0,089	3
Genre	0,102	0,091	0,210	0,139		4
Parti	0,125	0,179	0,143	0,194	0,257	5

L'ensemble de ces résultats dessine un portrait cohérent : les préférences à l'égard des cinq perspectives touchant l'équilibre budgétaire sont d'abord structurées par le vote politique. Les variables socioéconomiques jouent un rôle secondaire et ciblé. Par exemple, l'âge ou le revenu n'influence qu'une perspective sur 5. Le fait d'être propriétaire en influence 2 sur 5 alors que la scolarité en influence 3. Le genre influence les quatre premières perspectives (évaluation, adhésion, limitation, priorisation), mais pas la solution. Les données montrent que les femmes sont moins favorables que les hommes à la limitation stricte des déficits aux périodes de récession, à la priorisation de l'équilibre budgétaire comme un enjeu de la prochaine élection et, dans une moindre mesure, à l'adhésion à l'équilibre budgétaire.

Ce constat est renforcé par la comparaison des V de Cramer moyens : l'effet de l'intention de vote sur les perspectives budgétaires est en moyenne presque deux fois plus fort (1,8) que l'ensemble des variables socioéconomiques. Autrement dit, ce qui différencie les répondants sur les préférences à l'égard des cinq perspectives touchant à l'équilibre budgétaire, ce n'est pas d'abord leur position sociale ou économique, mais bien leur orientation politique. Le choix de la solution, en particulier, est très fortement structuré par le vote ($V = 0,257$) et quasi indépendant des caractéristiques socioéconomiques.

5.2 Analyse en correspondances multiples des perspectives budgétaires

Pour obtenir une image synthétique de l'interaction entre plusieurs variables, il est possible de recourir à l'analyse en correspondances multiples (ACM). Cette méthode moins contraignante que celles fondées sur la significativité permet de représenter les catégories des différentes variables sur un plan cartésien à deux dimensions. Le principe est simple : lorsque deux catégories sont proches l'une de l'autre sur le plan, cela signifie qu'elles sont, en moyenne, partagées par des individus aux profils semblables. À l'inverse, des catégories éloignées ou opposées indiquent une relation négative : elles s'opposent et sont rarement associées chez les mêmes répondants. Plus une catégorie est proche du centre du plan, l'origine, plus elle correspond à une position commune ou moyenne, qui se démarque moins des autres.

En ACM, l'axe horizontal (axe 1) est généralement celui qui capture la plus grande part de la variance, suivi de l'axe vertical (axe 2). Il est possible d'envisager une représentation en trois dimensions, mais les deux premières dimensions suffisent souvent à dégager les principales oppositions. Dans notre cas, les axes horizontal et vertical expliquent ensemble 27,3 % de la variance totale des catégories analysées – un résultat satisfaisant en sciences sociales pour une analyse exploratoire de données catégorielles.

Les trois perspectives adhésion, limitation et priorisation ont été retenues. Plaçons-les d'abord sur le plan factoriel.

L'examen de la figure 13 permet de repérer, à droite de la cartographie, les profils qui considèrent que l'adhésion à l'équilibre budgétaire est importante, qui sont d'accord avec sa limitation aux périodes de récession et qui priorisent cet enjeu pour la prochaine campagne électorale. Ces trois caractéristiques sont proches les unes des autres. Le plus loin à droite, on retrouve la catégorie associée aux sympathisants du Parti conservateur du Québec. À l'opposé, à gauche en haut, on retrouve les gens les moins favorables à la notion d'équilibre budgétaire : l'adhésion au principe de l'équilibre budgétaire est moins importante, ils sont en désaccord avec sa priorisation lors des prochaines élections et avec sa limitation aux périodes de récession. Pas très loin, sous l'angle de la politique partisane, Québec solidaire est présente. Enfin, en bas, on retrouve ceux et celles qui optent pour la neutralité ou qui estiment « ne pas savoir » sur les trois perspectives étudiées, mais aussi sur l'intention de vote. Sachant que la proximité des catégories doit être associée à la similarité, on voit bien se dessiner trois camps.

L'axe horizontal (15,13 %) oppose donc les favorables à l'équilibre budgétaire (Parti conservateur du Québec, Coalition Avenir Québec, Parti libéral du Québec, hommes, 65 ans et +, « Moins de services ») aux défavorables ou neutres (Québec solidaire, jeunes, femmes, « Plus d'impôts »). L'axe vertical (12,18 %) distingue les neutres et indécis (NSP, neutres, refus de répondre) des personnes ayant des positions « tranchées » (surtout défavorables).

En examinant où se trouvent les deux solutions proposées – « Moins de services » ou « Plus d'impôts » – on constate qu'elles sont un peu plus proches du centre, néanmoins dans le voisinage attendu : les gens qui privilégient l'augmentation des impôts pour respecter le retour à l'équilibre budgétaire se situent dans le quadrant de Québec solidaire, tandis que ceux qui mettent de l'avant la réduction des services se trouvent

dans les quadrants de droite. La polarité gauche-droite entre Québec solidaire et le Parti conservateur du Québec tout comme la position intermédiaire des autres partis sont assez visibles.

L'examen de la figure 14 permet de compléter la cartographie des catégories étudiées en ajoutant les variables socioéconomiques. D'abord, elles sont toutes plutôt au centre, conformément à l'analyse bivariée : elles participent moins à l'étirement des axes ou à la polarisation des attitudes et des idées. Bien que les distances demeurent faibles, on voit néanmoins que les jeunes de 18 à 34 ans, les femmes et les gens ayant une scolarité universitaire sont un peu plus à gauche de l'origine qu'à droite. Par ailleurs, l'axe vertical est défini par ceux qui n'estiment pas importante la question de l'équilibre budgétaire ; en bas, on retrouve les gens qui sont neutres ou hésitants, avec une scolarité collégiale ou secondaire.

Finalement, les résultats de l'ACM confirment et enrichissent les analyses bivariées. Le parti politique apparaît clairement comme la variable qui structure le plus l'espace : les partis sont bien séparés sur l'axe horizontal, selon un continuum que l'on peut, en simplifiant, associer à l'axe gauche-droite, du moins pour Québec solidaire et le Parti conservateur du Québec. À l'inverse, les variables socioéconomiques (âge, genre, scolarité, revenu) se situent davantage près du centre, ce qui témoigne de leur influence plus limitée. L'ACM confirme ainsi que les variables politiques occupent une place centrale dans la structuration de l'espace, tandis que les variables socioéconomiques contribuent plus modestement à la différenciation des répondants.

Cette méthode d'analyse doit toutefois être interprétée avec prudence, puisqu'elle ne retient que les deux premières dimensions de l'ACM. Néanmoins, ces deux dimensions expliquent à elles seules environ 27 % de la variation totale, ce qui permet de dégager une structure d'ensemble déjà bien marquée.

Figure 13. **Cartographie des perspectives budgétaires et des intentions de vote**

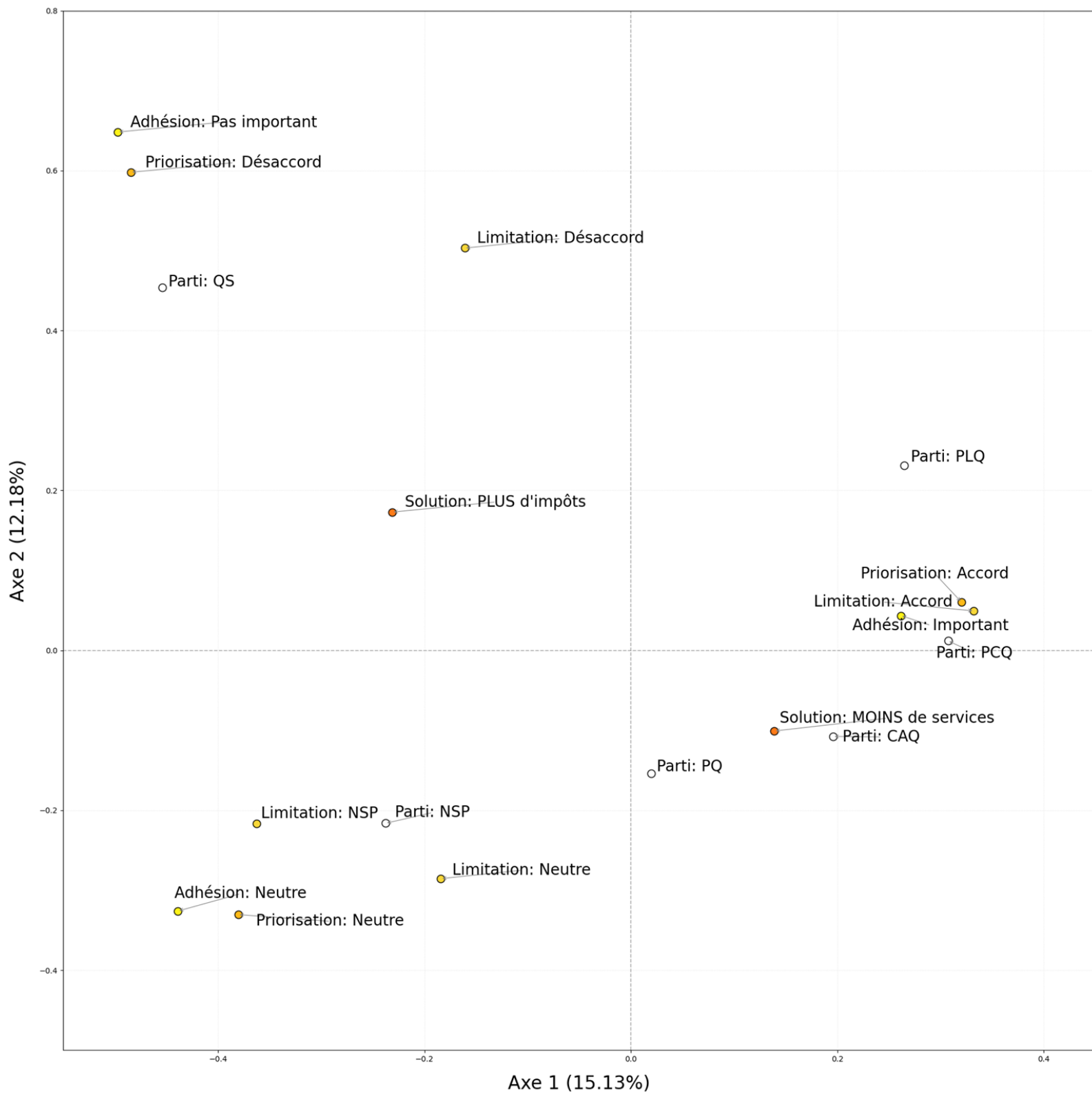
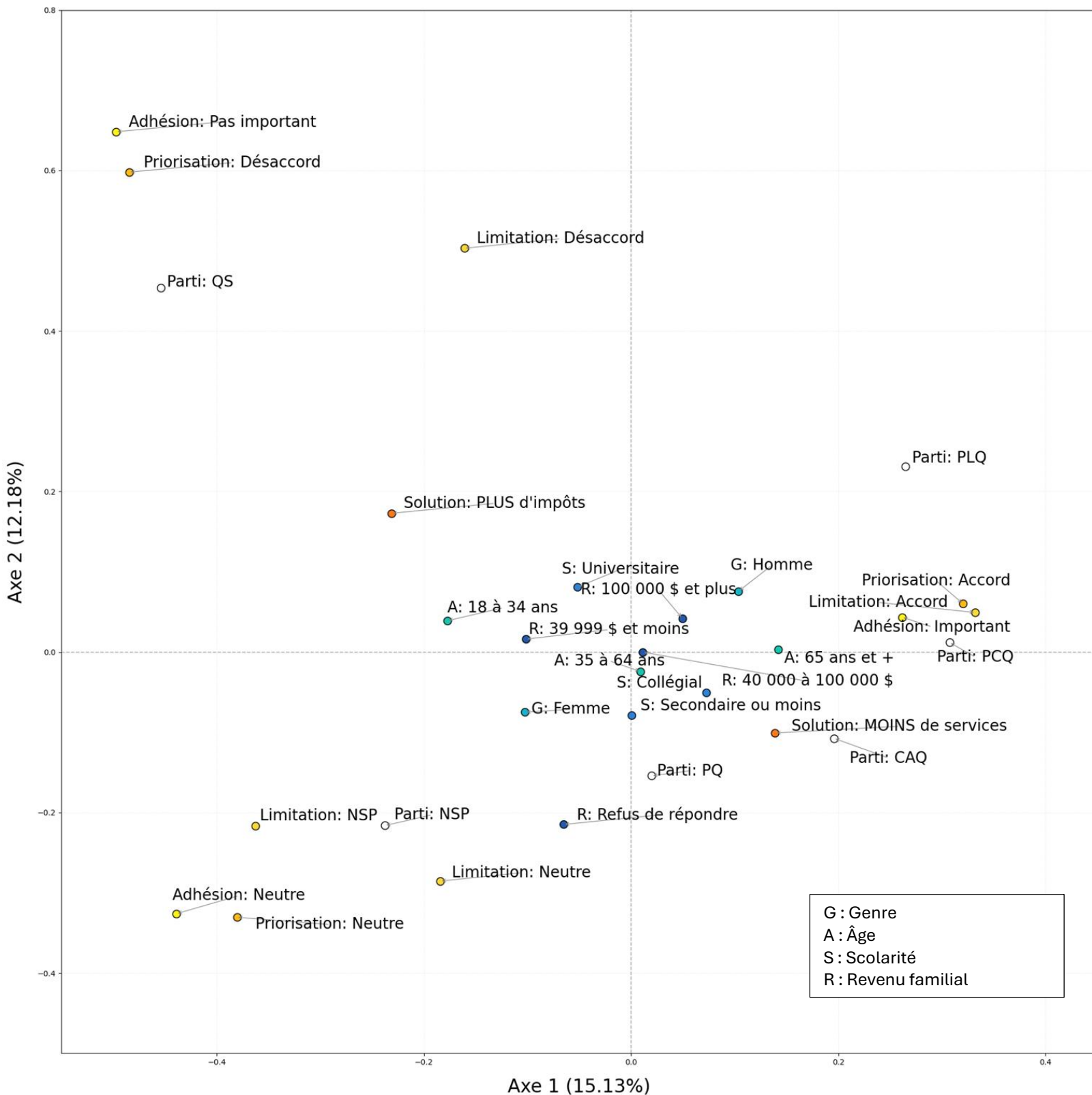


Figure 14. **Cartographie des perspectives budgétaires, des intentions de vote et des variables sociodémographiques**



6. Constats et remarques finales

À l'aube des élections québécoises 2026, et alors que les partis politiques s'apprêtent à élaborer leurs promesses et la manière dont elles s'intégreront dans le cadre budgétaire, le moment apparaissait bien choisi pour connaître l'appui des Québécois à la notion d'équilibre budgétaire. Cette étude s'appuie sur un sondage en ligne réalisé par la firme Léger Opinion (LEO) auprès de 1034 Québécois adultes et a pour principal objectif de mieux cerner les contours de la notion d'équilibre budgétaire à travers cinq perspectives. À cet égard, les résultats mettent en lumière cinq constats intéressants.

Premièrement, les Québécois évaluent négativement la situation budgétaire actuelle du Québec. Une pluralité de répondants associe spontanément les finances publiques à des déficits importants, à une dette élevée ou à une mauvaise situation financière. Cette perception semble découler de l'image laissée par l'ampleur des déficits des dernières années encore fortement ancrée dans l'opinion publique.

Deuxièmement, malgré l'évaluation négative de la situation budgétaire actuelle, l'adhésion au principe même de l'équilibre budgétaire est particulièrement élevée. Une très forte majorité de répondants considère que l'équilibre budgétaire constitue un objectif important pour le gouvernement. Cet appui transcende largement les catégories sociodémographiques et les préférences partisans, même si le niveau d'adhésion varie selon les groupes. L'idée voulant que les finances publiques doivent tendre vers l'équilibre apparaît largement consensuelle au Québec.

Troisièmement, une majorité de répondants souhaite restreindre le recours aux déficits budgétaires aux périodes de ralentissement économique ou de récession. Cet appui est moins fort que celui observé à l'égard de l'adhésion au principe général de l'équilibre budgétaire, mais il demeure encore une fois majoritaire. Ce résultat témoigne possiblement d'une certaine acceptation des déficits lorsqu'ils répondent à des circonstances exceptionnelles, tout en révélant une préférence plus large pour un budget équilibré.

Quatrièmement, les Québécois considèrent fortement que l'équilibre budgétaire devrait constituer un enjeu important de la prochaine campagne électorale. Plus de huit répondants sur dix se disent favorables à ce que les partis politiques accordent une attention particulière au retour à l'équilibre budgétaire, même si celui-ci exige des choix difficiles. Il apparaît ainsi que la population ne perçoit pas uniquement l'équilibre budgétaire comme un principe abstrait, mais également comme un enjeu devant faire partie des engagements électoraux.

Cinquièmement, lorsque les répondants sont amenés à arbitrer concrètement entre deux options afin de privilégier le retour à l'équilibre budgétaire, les préférences deviennent plus partagées. Les deux tiers préfèrent accepter une réduction des services (si cela permet d'éviter de hausser les impôts) plutôt qu'une hausse des impôts ou des taxes (si cela permet d'éviter des compressions dans les services publics). Cela dit, l'écart apparaît moins marqué que celui observé pour l'adhésion au principe d'équilibre budgétaire.

Les trois dimensions centrales que sont l'adhésion au principe de l'équilibre budgétaire, la limitation du recours aux déficits aux périodes de récession et la priorisation de cet enjeu lors de la prochaine campagne

électorale sont cohérentes entre elles. À l'inverse, le choix de la solution retenue pour permettre le retour à l'équilibre budgétaire est faiblement associé aux autres dimensions. En d'autres termes, le fait de considérer l'équilibre budgétaire comme important ne permet pas de prédire si une personne privilégiera davantage une réduction des dépenses ou une hausse des revenus.

Par ailleurs, les résultats montrent que les opinions exprimées sont relativement indépendantes d'une information factuelle supplémentaire. Même le test de contextualisation par l'application d'un préambule court ou long suggère que la fourniture d'informations additionnelles sur la situation budgétaire modifie peu les réponses de l'ensemble des répondants. Cela laisse croire que les positions exprimées reposent davantage sur des connaissances existantes que sur une réaction immédiate à la présentation d'informations additionnelles.

Enfin, il apparaît que le principal facteur influençant les cinq perspectives à l'égard de l'équilibre budgétaire demeure l'orientation politique. Les préférences partisans expliquent davantage les différences observées que les caractéristiques socioéconomiques comme le revenu, l'âge ou la scolarité.

En définitive, cette étude met en évidence un résultat central : les Québécois demeurent fortement attachés au principe de l'équilibre budgétaire et souhaitent qu'il occupe une place importante dans la prochaine campagne électorale. Toutefois, cet appui ne se traduit pas automatiquement par un consensus sur les moyens à privilégier pour y parvenir. À l'aube des élections générales de 2026, il apparaît donc que le débat ne portera pas tant sur la pertinence de viser l'équilibre budgétaire que sur la manière de respecter le plan de retour à l'équilibre budgétaire en place. Les partis politiques devront en tenir compte dans l'élaboration de promesses et dans leurs intégrations à leur cadre financier.

Annexes

Tableau A1. Présentation de l'échantillon, préambule court

	Non pondéré	Pondéré	Fréquence pondérée
Homme	248	253	49
Femme	269	264	51
18 à 24 ans	36	48	9,2
25 à 34 ans	94	80	15,5
35 à 54 ans	161	163	31,6
55 à 64 ans	79	94	18,1
65 ans et plus	147	132	25,6
Secondaire ou moins	128	179	34,6
Collégiale	158	192	37,1
Universitaire	231	146	28,3
moins de 20 000 \$	20	25	5,2
20 000 à 39 999 \$	57	56	11,7
40 000 à 59 999 \$	69	72	15,2
60 000 à 79 999 \$	70	77	16,1
80 000 à 99 999 \$	64	69	14,6
100 000 \$ et plus	202	177	37,2
Avec enfants	122	125	24,1
Sans enfant	395	392	75,9
Emploi	303	300	58,1
Étudiant	37	44	8,6
Sans emploi	29	35	6,7
Retraité	148	138	26,7
Né au Canada	458	455	88
Pas né au Canada	59	62	12
Propriétaire	339	337	65,6
Locataire	176	177	34,4
Parti Libéral du Québec	89	104	28
Parti Québécois	110	105	28,1
Coalition Avenir Québec	71	64	17,1
Québec Solidaire	51	48	12,9
Parti Conservateur	55	52	13,9

Tableau A2. Présentation de l'échantillon, préambule long

	Non pondéré	Pondéré	Fréquence pondérée
Homme	269	253	49
Femme	248	264	51
18 à 24 ans	50	48	9,2
25 à 34 ans	75	80	15,5
35 à 54 ans	131	163	31,6
55 à 64 ans	96	94	18,1
65 ans et plus	165	132	25,6
Secondaire ou moins	136	181	35,1
Collégiale	149	190	36,7
Universitaire	232	146	28,3
moins de 20 000 \$	27	33	6,8
20 000 à 39 999 \$	64	74	15,2
40 000 à 49 999 \$	82	83	17
60 000 à 79 999 \$	66	69	14,1
80 000 à 99 999 \$	65	58	12
100 000 \$ et plus	177	169	34,9
Avec enfants	121	125	24,1
Sans enfant	396	392	75,9
Emploi	273	296	57,3
Étudiant	30	27	5,2
Sans emploi	21	30	5,8
Retraité	193	164	31,7
Né au Canada	475	460	89
Pas né au Canada	42	57	11
Propriétaire	325	309	60,1
Locataire	190	205	39,9
Parti Libéral du Québec	89	85	21,9
Parti Québécois	117	116	30
Coalition Avenir Québec	89	76	19,6
Québec Solidaire	43	43	11
Parti Conservateur	60	68	17,5